

ECONOMIC PAPERS

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES • DIRECTORATE-GENERAL FOR ECONOMIC AND FINANCIAL AFFAIRS

N° 45

Mars 1986

Le taux de profit et ses composantes
dans l'industrie française
de 1959 à 1981

Angelo REATI*

Document interne



"Economic Papers" are written by the Staff of the Directorate-General for Economic and Financial Affairs, or by experts working in association with them. The "Papers" are intended to increase awareness of the technical work being done by the staff and to seek comments and suggestions for further analyses. They may not be quoted without authorisation. Views expressed represent exclusively the positions of the author and do not necessarily correspond with those of the Commission of the European Communities. Comments and enquiries should be addressed to

The Directorate-General for Economic and Financial Affairs,
Commission of the European Communities,
200, rue de la Loi
1049 Brussels, Belgium

*

N° 45

Mars 1986

Le taux de profit et ses composantes
dans l'industrie française
de 1959 à 1981

Angelo REATI*

Document interne

* Administrateur principal à la Direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission des Communautés européennes.

L'auteur est très reconnaissant à MM. H. Delestré, P. Muller, M. Fournelle ainsi qu'à Mlle D. Dell'Era, M. Huet et Mme L. Kasparian, de l'INSEE, pour lui avoir fourni les données de base. Il remercie également M. A. Dramais, de la Commission des Communautés européennes, pour l'avoir aidé pour les aspects économétriques et M. W. de Schepper pour la révision linguistique.

TABLE DES MATIERESII/454/85-F
Pages

I. INTRODUCTION	1
1. Présentation du problème	1
2. Taux de profit et cycles de la production	1
II. CONCEPTS ET METHODES	
1. Définition du profit	4
2. Le capital fixe	6
3. Le capital circulant	7
4. Le taux de profit du capital avancé	9
5. Ses avantages par rapport à d'autres indicateurs de la rentabilité	11
6. Le coefficient de structure de l'accumulation et ses composantes	12
7. Accumulation du capital et baisse de la rentabilité	15
III. LES TENDANCES A LONG TERME DE LA RENTABILITE	16
1. Evolution des cinq taux de profit	16
2. La tendance à long terme du taux de profit net du capital avancé	19
3. a) Les effets de la salarisation croissante	22
b) Incidence de l'amortissement	24
4. Comparaison du niveau de la rentabilité des sections	26
5. Rappel des résultats des autres études sur la rentabilité.	27
IV. LA STRUCTURE DE L'ACCUMULATION ET SES COMPOSANTES	
1. Vue d'ensemble	29
2. L'effet net du changement technique	29
3. Evolution de l'intensité capitalistique de la production...	35
4. ... et de la productivité	37
5. Les prix relatifs du capital avancé	37
V. LA DISTRIBUTION DU REVENU ET LES SALAIRES PAR SALARIE	38
1. La part des salaires dans la valeur ajoutée	38
2. L'influence du taux de rotation du capital circulant	38
3. Le taux de distribution du revenu	39
4. Les salaires nominaux par salarié	41
5. Les salaires réels par salarié	42
6. Premier bilan des facteurs explicatifs de l'évolution de la rentabilité.	45

VI. LA RENTABILITE DANS UN CONTEXTE PLUS LARGE	47
a) <u>L'inflation.</u>	
1. Les aspects à retenir	47
a.1) L'appréciation des stocks	48
2. Niveau et tendance de la rentabilité avec appréciation sur stocks	48
a.2) Déformation des prix relatifs	51
3. Généralités	51
4. Rentabilité nominale et rentabilité à prix constants. Les transferts nets de surplus	54
b) <u>Le ralentissement de la productivité</u>	60
5. Baisse du taux de profit et épuisement des gains de productivité : une estimation	60
VII. CONCLUSIONS	
1. Evolution du taux de profit : une rupture de tendance au début des années soixante-dix	63
2. Incidence de la salarisation croissante et de l'amortissement	63
3. Facteurs ayant été à l'origine de la baisse des années soixante-dix : premier niveau d'analyse	63
4. Les autres éléments à considérer :	
. l'appréciation sur stocks	
. l'écrasement du profit industriel par les prix relatifs	
. l'épuisement des gains de productivité	65
ANNEXE I : Le taux de profit et ses composantes	67
ANNEXE II : Sources et méthodes	70
BIBLIOGRAPHIE	74

RESUME

L'objectif du travail est l'étude de l'évolution sur une longue période du taux de profit du capital avancé (fixe et circulant) dans l'industrie française, l'un des facteurs essentiels qui expliquent la "crise" et la stagnation des années soixante-dix.

Sur les décennies considérées, on observe deux phases bien distinctes : 1) de 1959 au début des années soixante-dix la rentabilité a été le plus généralement croissante; 2) au cours des années soixante-dix, l'évolution du taux de profit a présenté deux mouvements : a) une chute brutale jusqu'à 1976; b) un cycle complet de 1976 à 1981, sur un niveau moyen inférieur à celui des années soixante.

Le taux de profit ayant accusé la rupture de tendance susmentionnée, une attention particulière a été portée à l'explication de la baisse des années soixante-dix. Cette recherche a été menée à deux niveaux : a) en analysant les composantes du taux de profit, pour établir notamment le poids relatif de la distribution des revenus et de l'accumulation du capital, telle qu'elle est synthétisée par le coefficient de structure de l'accumulation; b) en situant la rentabilité dans le contexte de l'évolution économique générale, ce qui a amené à s'interroger sur les effets de l'inflation et à mesurer l'incidence de l'épuisement des gains de productivité.

Quant au premier point, on constate que, dans tous les secteurs, le coefficient de structure de l'accumulation a évolué en hausse : l'accumulation du capital a donc exercé sur le taux de profit une légère pression à la baisse, qui s'est quelque peu accentuée au cours des années soixante-dix. Toutefois, établissant un bilan du premier "niveau" d'explication de la dynamique de la rentabilité, on constate que, pour la période où celle-ci a baissé (1973-76), l'influence de la distribution du revenu a été déterminante. Pour les années antérieures (1959-73), ce facteur a parfois exercé un effet dépressif non négligeable sur le taux de profit. Néanmoins, le trait le plus saillant de cette période est le rôle fondamental que le taux de rotation du capital a joué dans le soutien de la rentabilité.

En cherchant à approfondir davantage les causes de la baisse du taux de profit dans les années soixante-dix, on a d'abord considéré le rôle de l'inflation, sous le double aspect de l'appréciation sur stocks et de la déformation des prix relatifs. On remarque que, depuis 1969, l'appréciation des stocks a été considérable. Si l'on en tient compte dans le calcul de la rentabilité, on aboutit à des résultats sensiblement différents, aussi bien en ce qui concerne le niveau du taux de profit que sa tendance.

L'autre effet - négatif - a été l'écrasement du profit industriel opéré par les prix relatifs. En effet, en longue période, les prix de la valeur ajoutée de la plupart des secteurs industriels ont progressé moins que les prix de leur capital avancé et que le coût de la vie. D'où des transferts nets de surplus vers le bâtiment, les services rentrant dans le "panier" du coût de la vie et vers les services financiers.

Cette conclusion sur le rôle non décisif de la progression des salaires dans la baisse du taux de profit des années 1974 à 1976 est renforcée par l'estimation des effets de l'épuisement des gains de productivité, lequel, en freinant la croissance de la valeur ajoutée, n'a pas permis le maintien de la rentabilité à des niveaux proches de ceux des années soixante. En effet, si l'on calcule le taux de profit (théorique) qui aurait résulté de la continuation de la tendance de la productivité, on constate que la baisse de 1974-1976 est largement attribuable au ralentissement de la productivité.

I. INTRODUCTION

1. L'hypothèse de départ du présent travail - qui constitue un chapitre d'une étude plus vaste sur la rentabilité et les cycles de la production dans l'industrie des quatre principaux Etats membres¹ - est que le taux de profit constitue l'un des facteurs essentiels qui expliquent les fluctuations du niveau d'activité des entreprises. L'étude des tendances à long terme de la rentabilité, ainsi que la comparaison des cycles de celle-ci avec ceux de la production, sont dès lors d'une grande utilité pour la compréhension de la crise économique qui afflige le monde occidental depuis une décennie. Bien entendu, il n'est nullement exclu qu'à côté de la rentabilité d'autres facteurs d'un poids comparable n'aient influencé l'évolution économique. Pour une pleine compréhension de la "crise" actuelle, il faut donc se référer à des schémas théoriques beaucoup plus complexes que la seule prise en considération de la rentabilité, même si celle-ci englobe déjà, par elle-même, d'autres éléments explicatifs fondamentaux (distribution du revenu, accumulation, productivité).

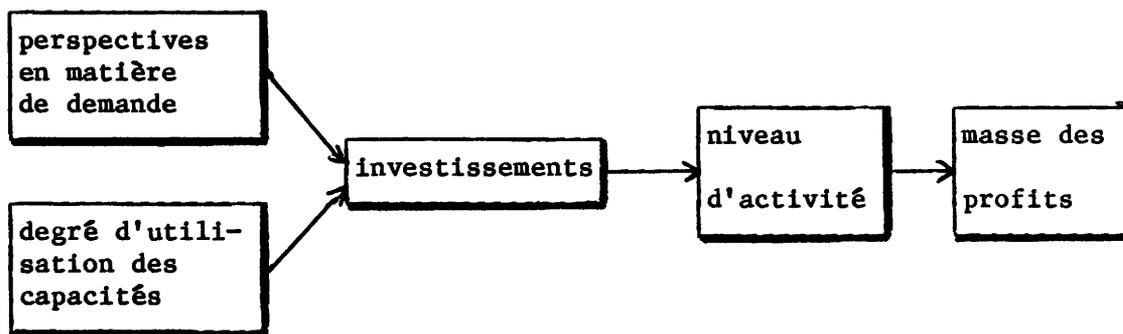
2. La relation entre le taux de profit et le niveau d'activité est traitée de diverses façons dans la pensée économique. Aucune théorie ne suppose un lien direct entre les deux variables, mais on admet en général un lien de causalité entre les investissements et la production. Les premiers exercent sur celle-ci une influence fondamentale, tant du côté de la demande globale que de l'offre, par la création de capacités de production. Le point sur lequel porte la discussion est l'explication de l'investissement, en particulier de l'influence exercée par le profit sur l'accumulation et, par ce biais, sur le niveau d'activité².

¹Le cas du Royaume-Uni est analysé dans l'"Economic Paper" n° 35, celui de l'Italie dans le document II/63/82 de février 1982 et celui de l'Allemagne dans l'"Economic Paper" n.40 de juillet 1985. La présente introduction reprend, avec quelques aménagements, celle de ce dernier document.

²Cf., pour une analyse économétrique et une revue des recherches empiriques, Muet (1979), ainsi que Artus et Muet (1984).

Dans le modèle néo-classique, le lien entre profits et investissements est seulement implicite et se situe dans le cadre des possibilités techniques d'une fonction de production où existe une possibilité de substitution plus ou moins parfaite entre facteurs. Dans cette conception, les investissements seraient déterminés par le prix relatif du capital (par rapport au travail), en ce sens que, quand ce prix diminue, les entreprises investissent pour remplacer le travail par des machines.

Dans la théorie keynésienne, le profit apparaît de façon plus explicite, tout en étant placé au terme d'un processus dynamique déterminé principalement par d'autres facteurs. Dans ce modèle ("demande/investissements"), les investissements sont en premier lieu déterminés par les perspectives de la demande et par le degré d'utilisation des capacités de production (principe de l'accélérateur). A son tour, le niveau d'activité qui en résulte détermine la masse des profits. Le noyau du modèle peut se schématiser comme suit :



Le profit apparaît ainsi en aval, et l'épargne de l'entreprise découle de l'investissement. En particulier, dans le mécanisme de l'accélérateur, la seule hypothèse sur la rentabilité est qu'au niveau attendu de la production, le taux de profit est suffisant pour permettre à l'entreprise de poursuivre son activité.

Dans un troisième modèle - qui sera appelé "profits/investissements" - la séquence est renversée et le profit joue un rôle central. Le but des entreprises étant le profit, la rentabilité devient le moteur de l'accumulation; c'est alors l'épargne des entreprises (résultant du profit) qui détermine l'investissement, et non l'inverse. Graphiquement:



Ce modèle implique ainsi une corrélation entre les cycles du taux de profit et les cycles de la production, en ce sens que les premiers devraient anticiper ceux-ci. En effet, il est normal que les variations des profits ne se répercutent sur la production qu'après un délai plus ou moins long, du fait que la réalisation des projets d'investissement demande du temps et qu'une certaine "viscosité" dans le processus de décision des entreprises peut entraîner des retards dans l'adaptation aux nouvelles conditions du marché.

II CONCEPTS ET METHODES

L'indicateur de rentabilité choisi est le taux de profit du capital avancé, c'est-à-dire de l'ensemble du capital qui concourt à la production (capital fixe et capital circulant). Avant de définir plus en détail cette notion de capital, il importe de donner des précisions au sujet des profits.

1. Les comptes nationaux permettent de saisir les profits de différentes façons qui, du point de vue quantitatif, se situent entre deux limites : l'excédent brut d'exploitation et le revenu net disponible. Le passage du premier au deuxième agrégat est illustré dans le tableau 1, où figurent, pour les années 1970 et 1981, les chiffres de l'ensemble des sociétés non financières, les données analogues pour l'industrie n'étant pas disponibles.

L'excédent d'exploitation (brut et net) est un indicateur du rendement de l'activité économique, tandis que le revenu net disponible -qui est l'équivalent du bénéfice net retenu des bilans- se réfère aux possibilités d'auto-financer l'élargissement des capacités de production. L'excédent brut d'exploitation est donc un concept qui relève de l'optique de la production, tandis que le revenu disponible entre en ligne de compte au moment où il faut déterminer la structure du financement. On peut estimer que, pour l'étude des tendances à long terme de la rentabilité et pour mesurer l'influence de celle-ci sur le cycle économique, on doit privilégier l'aspect "production" et prendre ainsi en considération l'excédent d'exploitation. En effet, le rendement de l'activité économique exerce une influence déterminante sur l'établissement des plans de l'entreprise et constitue un point de repère essentiel pour ceux qui doivent financer la réalisation de ceux-ci.

Dans le présent travail, le profit a été considéré sous deux angles: calcul en brut et calcul en net. Le profit brut a été pris au coût des facteurs plutôt qu'aux prix du marché, pour tenir compte du fait que le rendement des entreprises est influencé par les subventions d'exploitation. Les impôts indirects ne sont pas pris en compte parce que, tout en faisant partie de la valeur ajoutée, ils sont directement versés à l'Etat. Le profit net a été obtenu en utilisant les amortissements "économiques" (aux prix de remplacement) calculés à l'occasion de l'estimation du stock de capital fixe.

Tableau 1 - Compte d'exploitation et de revenu des sociétés et quasi-sociétés non-financières

	1970		1981	
	Mio FF	% EBE	Mio FF	% EBE
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	361 885		1 505 723	
- Salaires(y compris cot.soc.effectives)	245 836		1 124 683	
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	116 019	100	381 040	100
- Amortissements	46 797	40,3	219 181	57,5
= Excédent net d'exploitation (ENE)	69 222	59,7	161 859	42,5
- Intérêts effectifs, nets	21 236	18,3	119 899	31,5
- Impôts directs	13 681	11,8	57 734	15,1
- Dividendes et autres revenus distribués, nets	14 012	12,1	57 502	15,1
- Revenus prélevés par les entrepreneurs des quasi-sociétés	583	0,5	4 430	1,2
- Prestations sociales, nettes(1)	263	0,2	1 113	0,3
- Primes nettes d'assur.-dommages(2)	1 730	1,5	7 687	2,0
+ Autres transferts, nets	-1 919	1,7	+13 087	+3,4
Revenu net disponible	15 798	13,6	-73 419	-19,3

(1) Différence entre les cotisations sociales imputées (ressources) et les prestations sociales (emplois)

(2) Différence entre les primes versées et les indemnités d'assurance -dommages

Source: a) pour les salaires: INSEE, Rapport sur les comptes de la nation de l'année 1981. Retropolation des comptes nationaux. Séries 1959-1970

b) pour les autres données: EUROSTAT, Comptes nationaux SEC. Tableaux détaillés par secteur 1970-1981, Luxembourg, 1983.

Il a ensuite paru opportun de corriger l'excédent brut et net d'exploitation de manière à tenir compte du fait que celui-ci n'englobe pas seulement des profits, mais aussi la rémunération du travail des entrepreneurs individuels, qui sont nombreux dans les branches où la petite et moyenne entreprise est dominante. Cette correction du niveau des profits est d'autant plus importante qu'au cours de la période considérée la part des salariés dans l'emploi total a augmenté sensiblement (salarisation croissante).

Les salaires des indépendants ont été estimés en émettant l'hypothèse qu'ils correspondent aux traitements moyens des salariés. Les profits (bruts et nets) corrigés ont ainsi été obtenus en retranchant de l'excédent d'exploitation les salaires des indépendants, qui ont été ajoutés à la masse salariale.

2. Le stock de capital fixe est ici le capital net productif au milieu de l'année, aux prix de remplacement. Ce choix requiert deux précisions, l'une concernant l'emploi du capital net au lieu du capital brut, l'autre son évaluation aux prix de remplacement plutôt qu'aux coûts historiques.

Quant au premier point, il faut observer que, pour le calcul du taux de profit, le capital brut n'est pas approprié, car il n'est pas du capital avancé. En effet, la fraction de capital fixe déjà amortie, si elle existe encore sous sa forme physique, ne fait plus partie des fonds immobilisés, l'entrepreneur l'ayant déjà incorporée dans ses coûts et récupérée sous forme d'amortissements.

Le capital fixe aux coûts historiques (ou d'acquisition), qui reflète une certaine pratique des entreprises, appelle de très sérieuses réserves car il cumule les données de plusieurs années pour lesquelles la monnaie a chaque fois une valeur différente (à cause de l'inflation)¹. De plus, en période d'inflation, la prise en compte du stock de capital aux prix historiques aboutit à surestimer le taux de profit, du fait que les hausses de prix se répercutent sur la masse des profits, mais très peu sur le stock de capital.

¹On a remarqué, à propos de l'utilisation des coûts historiques, qu'elle a aussi peu de signification que l'addition de francs, de livres ou de dollars, en l'absence d'une conversion en une monnaie commune (Hill, 1979, p. 17).

3. Le stock de capital circulant est formé par les fonds qui sont immobilisés de façon permanente dans l'entreprise pour financer la rémunération de la force de travail employée pendant une période de production et pour l'achat des biens et services qui sont entièrement consommés au cours du cycle de la production (consommation intermédiaire)¹. Il se différencie du capital fixe du fait qu'il est entièrement récupéré au terme du cycle de production et de réalisation pour être réinvesti. Le volume du capital circulant avancé dépend donc aussi bien d'éléments techniques (longueur de cycle de la production) que des conditions du marché. Cette dernière influence se constate quand des fluctuations à court terme dans les ventes portent le stock de produits finis au-dessus de la moyenne, allongeant ainsi la période de réalisation. Il ne faut donc pas confondre le stock de capital circulant avec, par exemple, les exigences de trésorerie résultant du seul fait que les salaires sont payés par semaine ou par mois.

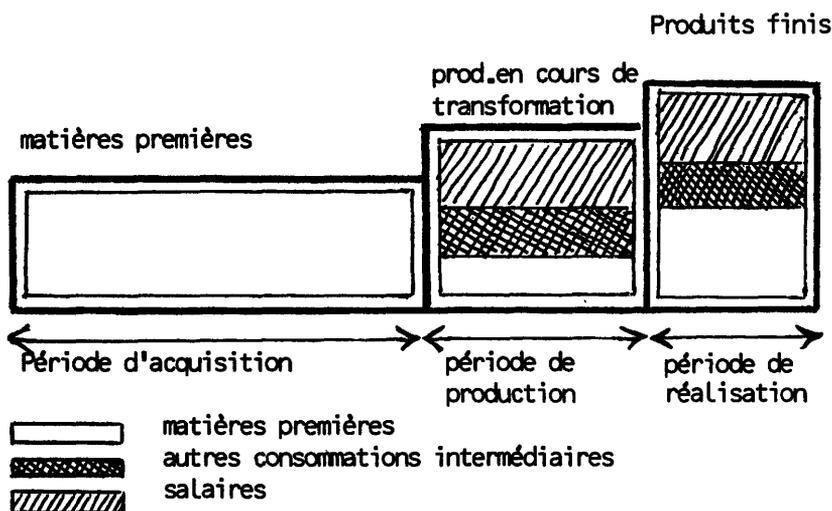
Le capital circulant peut être considéré soit sur le plan technique (le capital nécessaire, qui doit être avancé d'une façon ou d'une autre), soit en tant que capital financé par l'entreprise². Du premier point de vue - celui qui est ici retenu - il prend successivement trois formes (voir fig. 1):

- a) capital circulant productif, constitué par le stock de matières premières et auxiliaires, et par la force de travail;
- b) capital circulant-marchandises, formé par le stock de produits en cours de transformation et de produits finis, y compris les marchandises transportées. Leur valeur incorpore les salaires, les matières premières et les autres consommations intermédiaires.
- c) capital circulant monétaire, résultant de la vente du stock de produits finis.

¹Les remarques qui suivent s'inspirent de Bertrand et Fauqueur (1978)

²L'écart (parfois considérable) entre le capital circulant "financier" et "technique" est dû au crédit que l'entreprise reçoit (des banques, des fournisseurs et sous forme d'avances des clients) ou qu'elle octroie (aux clients et sous forme d'avances aux fournisseurs).

Figure 1: Le stock de capital circulant



Le passage d'une forme à l'autre se fait par le biais d'activités de production, d'acquisition et de réalisation, qui donnent lieu à des flux (consommations intermédiaires, salaires, recettes provenant de la vente de produits finis). Il y a donc une correspondance univoque entre flux et stocks, qui fait que les variations dans les stocks se reflètent exactement dans les flux.

Dans le cas qui nous occupe, le problème est d'apprécier la fraction des flux annuels de salaires et de consommations intermédiaires qui est immobilisée dans l'entreprise en fonction des périodes d'acquisition, de production et de commercialisation. Cette détermination implique la connaissance du taux de rotation du capital circulant (r), c'est-à-dire du nombre de fois par an que les avances en question sont récupérées. Cette donnée, qui n'est pas recensée dans les statistiques, a été estimée de la façon suivante:

$$r = \frac{CI+W}{ST} \quad 1 \quad (I)$$

¹En réalité, il faudrait deux taux de rotation: un pour le capital circulant-matières (r_m), et un autre pour le capital circulant-salaires (r_w), étant donné que les périodes d'immobilisation ne coïncident pas parfaitement. Toutefois, les données disponibles n'ont pas permis d'introduire cette précision dans le calcul du taux de profit, et on a donc retenu:

$$r_w = r_m = r$$

où CI = consommations intermédiaires
W = salaires
ST = moyenne annuelle des encours de stocks de matières premières, de produits finis et en cours de transformation (ci-après: "encours de stocks")¹

Cette définition de \underline{r} implique donc que le nombre de fois que le capital circulant/salaires et le capital circulant/matières sont récupérés correspond, en moyenne, au taux de renouvellement des stocks par rapport aux coûts totaux. On peut estimer que cette hypothèse - la seule possible en l'absence de données - donne une approximation satisfaisante des grandeurs effectives.

4. Dans le présent travail, on a utilisé la formule suivante du taux de profit du capital avancé (cf. Cohen-Skalli, 1974 p.19, Levy-Garboua et Weymuller, 1981, p.113), dans laquelle toutes les grandeurs sont aux prix courants:

$$p = \frac{S}{K+CI+W} = \frac{S}{W} - r \frac{1}{1+sa} \quad (II)$$

où S = profits (excédent d'exploitation)
K = stock de capital fixe net aux coûts de remplacement au milieu de l'année
r = taux de rotation du capital circulant
sa = coefficient de structure de l'accumulation

$$= \frac{K+(CI/r)}{W/r} \quad (III)$$

S/W = taux de distribution des revenus.

¹ST est égal à la moyenne arithmétique des niveaux de stocks au début et à la fin de chaque année, à prix courants. Cette moyenne correspond pratiquement à la moyenne analogue que l'on obtient avec les données de la comptabilité nationale, où les stocks sont évalués aux prix constants de l'année. En effet, pour calculer les variations des stocks dans les comptes nationaux, on "déflète" les stocks de fin d'année de la hausse des prix de la période et on fait l'inverse pour les stocks du début de l'année. Il en résulte que, même pendant des périodes de forte inflation, les différences entre la moyenne à prix courants et celle à prix constants sont minimes.

La formule II fait ressortir que, pour une quantité donnée de valeur ajoutée, le taux de profit est fonction de trois éléments:

- la part des revenus (S/W) ;
- le taux de rotation du capital circulant (r), qui reflète l'importance relative de cette partie du capital avancé. Une hausse persistante de r traduit aussi bien une efficacité accrue dans la gestion des stocks que des changements techniques dans le secteur concerné ou en dehors (par exemple: amélioration des conditions de transport) lesquels en réduisant le montant relatif du capital circulant, influencent favorablement la rentabilité;
- l'accumulation du capital, qui trouve son expression synthétique dans le coefficient sa (structure de l'accumulation). L'évolution de cet indicateur - qui reflète l'introduction du progrès technique dans l'économie - indique dans quelle mesure l'accumulation exerce une pression à la baisse sur le taux de profit. Cette pression s'exerce quand, toutes autres conditions étant égales, le coefficient sa augmente sous l'effet d'un processus dynamique provoqué par la concurrence. Il y aurait alors une "suraccumulation" de capital par rapport aux possibilités de profit du secteur. Cet aspect sera réexaminé ci-après¹.

Les formules II et III pourraient être ventilées davantage, en faisant apparaître le degré d'utilisation de la capacité productive. Cet élément - très important pour expliquer les fluctuations à court terme de la rentabilité (c'est-à-dire à l'intérieur des cycles) - n'a pas été pris en considération ici, le but du travail étant d'étudier l'évolution à long terme et ses causes. En effet, le degré d'utilisation des capacités n'influencerait la dynamique à long terme du taux de profit et du coefficient de structure de l'accumulation que s'il faisait apparaître une tendance à long terme à la hausse ou à la baisse. Ce n'est normalement pas le cas,

¹Nous verrons également que sa peut croître aussi en rapport avec l'interaction entre la hausse des salaires par salarié et le choix des techniques productives.

les variations cycliques positives du degré d'utilisation des capacités étant compensées par les variations de signe opposé^{1,2}.

La formule II présente au moins deux avantages par rapport aux indicateurs les plus fréquemment utilisés dans les études macroéconomiques (part des salaires dans la valeur ajoutée; rendement du stock de capital fixe). Le premier tient à ce que la formule II donne plus de renseignements que la part des salaires, car, comme nous venons de le voir, elle est décomposable en taux de distribution des revenus et coefficient de structure de l'accumulation. Le second avantage découle du fait qu'il est tenu compte du capital circulant, qui non seulement représente un facteur important pour l'étude des fluctuations économiques, mais rend plus significatives les comparaisons intersectorielles des taux de profit. En effet, le poids du capital fixe varie sensiblement d'une branche à l'autre et, si nous ne considérons pas l'ensemble du capital avancé, la comparaison des niveaux de rentabilité n'a pas beaucoup de signification.

¹Ce qui vient d'être dit à propos de l'absence d'une tendance à long terme bien déterminée dans le degré d'utilisation des capacités n'est pas infirmé par les théories de la "stagnation", qui soulignent les effets de la diffusion des oligopoles. Il faut, en effet, faire la distinction entre deux types de capacités inutilisées: a) celles qui résultent d'une décision des oligopoleurs, lesquels, par ce biais, visent à maintenir des barrières à l'entrée; b) celles, non planifiées, qui découlent de l'absence de concurrence par les prix: au lieu de s'engager dans une guerre de prix pour éjecter le nouveau concurrent, les oligopoleurs préfèrent accepter un certain degré de capacité excédentaire (Steindl, 1981; Cf. aussi, pour les deux aspects: Cowling, 1982).

Pour la période ici considérée, aucun des deux cas ne devrait donner lieu à une diminution tendancielle du degré d'utilisation des capacités. En effet, les capacités inutilisées du premier type représentent sans doute une part constante des capacités totales; elles ne peuvent faire apparaître qu'à très long terme une tendance à la hausse, en relation avec l'accroissement du degré de concentration de l'économie. D'autre part, les capacités inutilisées non planifiées sont certainement résorbées au cours de quelques cycles conjoncturels, car leur maintien exercerait une pression excessive sur le taux de profit.

²Bien entendu, cela ne vaut que pour les fluctuations du degré d'utilisation des capacités à mettre en rapport avec le cycle économique. Il faut y ajouter l'excédent "structurel" de capacités productives, résultant du fait que, depuis 1973, certains équipements sont devenus obsolètes à la suite de la hausse des prix de l'énergie. Etant donné que les statistiques du stock de capital ne tiennent pas suffisamment compte de cet élément, une partie de l'accroissement du capital par salarié est due à ce biais statistique plutôt qu'aux changements techniques.

La formule II correspond au taux de profit du capital fixe plus les encours de stocks, car, d'après les conventions comptables françaises, la valeur des stocks de produits finis n'inclut pas les profits attendus¹. Toutefois, la décomposition analytique susmentionnée (qui prend en considération les consommations intermédiaires et les salaires) permet, mieux que d'autres, de saisir les principaux facteurs qui influencent la rentabilité.

6. Le coefficient de structure de l'accumulation pourrait apparaître quelque peu ambigu, car il reflète en même temps les effets de la technique et de la distribution du revenu². Il présente néanmoins l'avantage d'établir un bilan entre ces deux facteurs, qui sont souvent interdépendants et peuvent exercer des pressions en sens opposé sur la rentabilité. Tout bien considéré, il semble donc préférable à la formule (V), qui ne tient compte que de la technologie.

Pour montrer le jeu contradictoire des éléments qui déterminent le coefficient sa, exprimons la formule (III) en fonction de l'intensité capitaliste de la production. L'opération peut se faire selon deux optiques, l'une mettant l'accent sur l'efficacité du changement technique, l'autre sur l'interaction entre celui-ci et la distribution du revenu.

¹Cf. les méthodes d'élaboration des comptes des entreprises par secteur (Blanc et Grelac 1979, p. 38 et 74) ainsi que le plan comptable général (Conseil national de la comptabilité 1965, p. 105)

² Pour éviter cet inconvénient, certains auteurs décomposent le taux de profit de la façon suivante:

$$p = \frac{S}{KA} = \frac{S}{VA} \cdot \frac{VAV}{KAV} \cdot \frac{PVA}{PKA} \quad (IV)$$

où: KA = capital avancé, à prix courants

VA = valeur ajoutée, à prix courants

V = volume

PVA et PKA = prix de la valeur ajoutée et du capital avancé.

Dans cette façon de présenter le taux de profit, le coefficient de structure de l'accumulation est remplacé par l'expression suivante:

$$ca = \frac{VAV}{KAV} \cdot \frac{PVA}{PKA} = \frac{KAV}{L} \cdot \left(\frac{VAV}{L}\right)^{-1} \cdot \frac{PVA}{PKA} \quad (V)$$

où: L = nombre de salariés

Nous verrons ci-après que la formule (V) ne représente qu'une partie du coefficient de structure de l'accumulation ici retenu.

Du premier point de vue, nous avons¹:

$$sa = \frac{QT}{PDT} \frac{PKA}{PVA} \left(\frac{W/r}{VA} \right)^{-1} \quad (VI)$$

où QT = intensité capitalistique de la production = KCAV/L

PDT = productivité du travail = VAV/L

L'influence de la technologie apparaît dans le terme (QT/PDT), qui enregistre l'effet net du changement technologique et de ses répercussions sur la productivité. Quand la croissance de l'intensité capitalistique de la production est supérieure à celle de la productivité qui lui est associée (QT/PDT augmente), le coefficient sa subit une pression à la hausse (et le taux de profit une pression à la baisse): l'accumulation n'est pas efficace, l'amélioration de la productivité requérant trop de capital.

Cette première impulsion est toutefois rectifiée par deux éléments: a) l'évolution des prix relatifs du capital avancé, qui reflète la position de force du secteur des biens d'équipement par rapport aux autres; b) la distribution du revenu, corrigée par les changements dans l'importance relative du capital circulant/salaires (W/r). Une hausse de r (diminution du poids du capital circulant) pousse sa à la hausse, car elle réduit l'influence de la part des salaires dans la valeur ajoutée (le dernier terme de la formule VI augmente) et donne de ce fait plus d'importance au capital fixe.

La dynamique du coefficient de structure de l'accumulation est ainsi le résultat d'un ensemble de facteurs qui n'agissent pas nécessairement dans la même direction. La fait de synthétiser leur action dans un seul indicateur constitue un point de force, qui le rend plus utile que d'autres pour l'analyse de la rentabilité. En effet, si l'on constate que sa ne croît pas, et qu'en même temps le taux de profit baisse, on peut d'emblée écarter l'hypothèse selon

¹A cet effet, il suffit de multiplier et diviser la formule (III) respectivement par le nombre de salariés (L) et par la valeur ajoutée en volume (VAV), et de tenir compte du passage des agrégats en volume aux agrégats à prix courants:

$$VA = VAV \cdot PVA$$

$$KCA = KCAV \cdot PKCA$$

où: KCA = stock de capital fixe et circulant-matières avancé à prix courants = K + (CI/r)

PKCA = prix implicites de KCA

laquelle cette baisse découle d'une "suraccumulation" de capital. Par contre, en ne prenant en considération que l'aspect "changements des techniques (formule V), on n'aboutirait à cette conclusion que dans le cas où le terme QT/PDT baisserait ou resterait stationnaire. Si ce terme augmentait, tout ce que la formule (V) nous apprendrait est que la technologie exerce une pression à la baisse sur la rentabilité, sans plus. Il n'est donc pas possible d'établir dès l'abord, comme dans le cas de la formule (VI), si cette première impulsion est passée au second plan du fait de la hausse des salaires.

L'autre façon de ventiler le coefficient de structure de l'accumulation est la suivante:

$$sa = \frac{QT}{WRL/r} \cdot \frac{PKCA}{PC} \quad (VII)$$

où: WRL = salaires réels par salarié

PC = indice des prix à la consommation.

Comme il a été dit plus haut, cette présentation de sa montre notamment l'interaction possible entre le changement technique (qui trouve son reflet statistique dans QT) et la distribution du revenu. En effet, si l'on peut estimer que la poursuite des gains de productivité donne lieu à un accroissement tendanciel du volume du capital mis en oeuvre par chaque salarié (coefficient QT), la répartition du revenu influence sans doute cette tendance. C'est ainsi que, face à des hausses effectives ou attendues des salaires nominaux, les entreprises peuvent réagir par des changements techniques qui augmentent la productivité: la progression des salaires accélère la tendance à l'augmentation de l'intensité capitaliste de la production¹.

¹L'interaction possible entre le mouvement des salaires et le changement technique n'implique pas l'existence d'une relation inverse et monotone entre les changements des prix relatifs des facteurs et les variations dans les proportions des intrants utilisés. La pertinence de ce principe a été sérieusement mise en doute par le débat sur le "retour des techniques" qui a suivi l'oeuvre de Sraffa. En effet, si une technique à haute intensité de capital, qui avait été abandonnée à la suite d'une hausse du taux de profit, est à nouveau utilisée quand la rentabilité augmente davantage, il n'est plus possible de soutenir que la substitution des facteurs est inversement liée au prix du capital. Sur cette question cf. Pasinetti (chapitre VI).

D'autre part, la progression du salaire réel crée les débouchés pour les biens additionnels résultant de la productivité accrue. Les hausses de salaires apparaissent ainsi comme la cause et la condition permissive des gains de productivité.

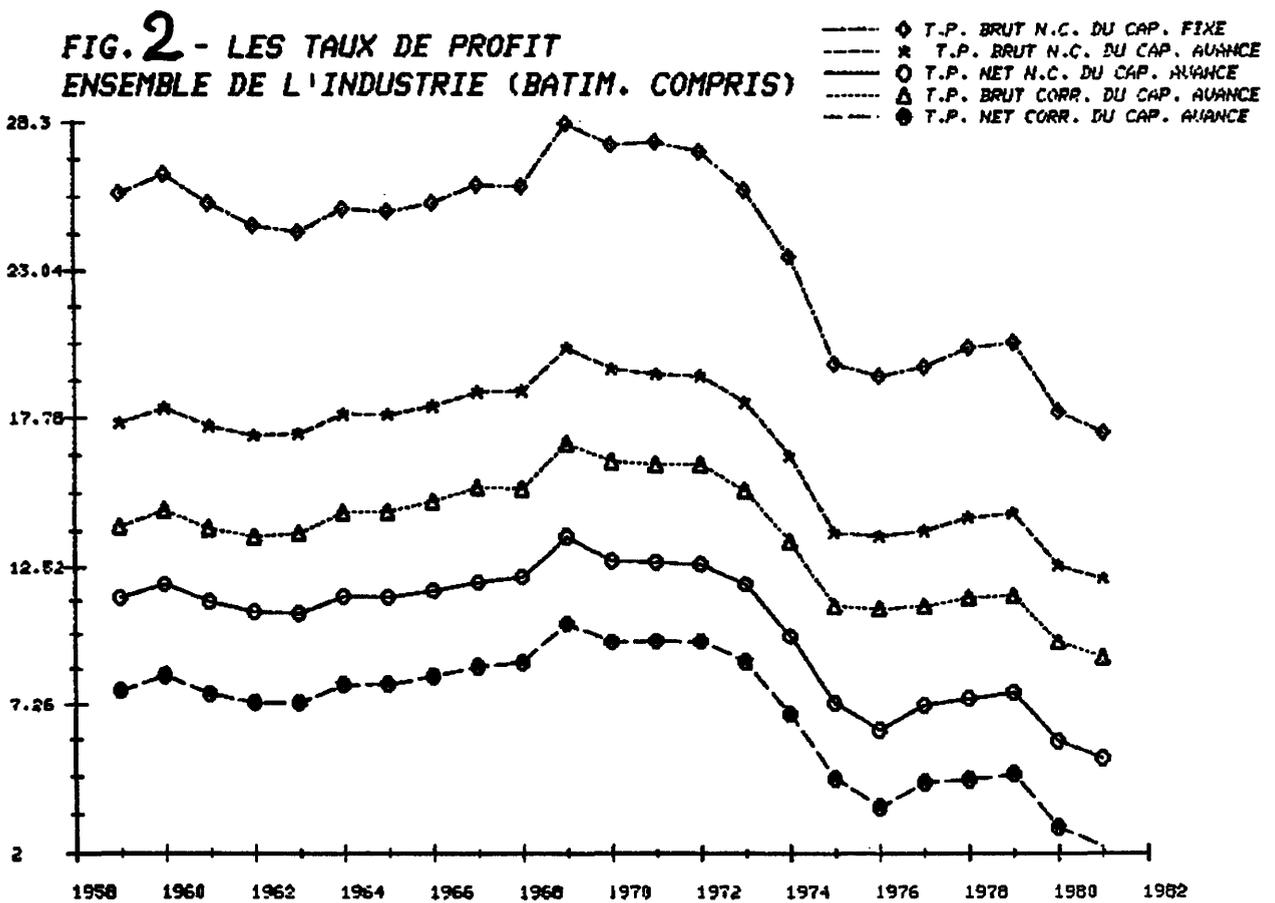
Il est enfin opportun, avant de conclure cette partie du travail, de fournir quelques précisions supplémentaires sur les mécanismes par lesquels l'accumulation peut exercer une pression à la baisse sur le taux de profit.

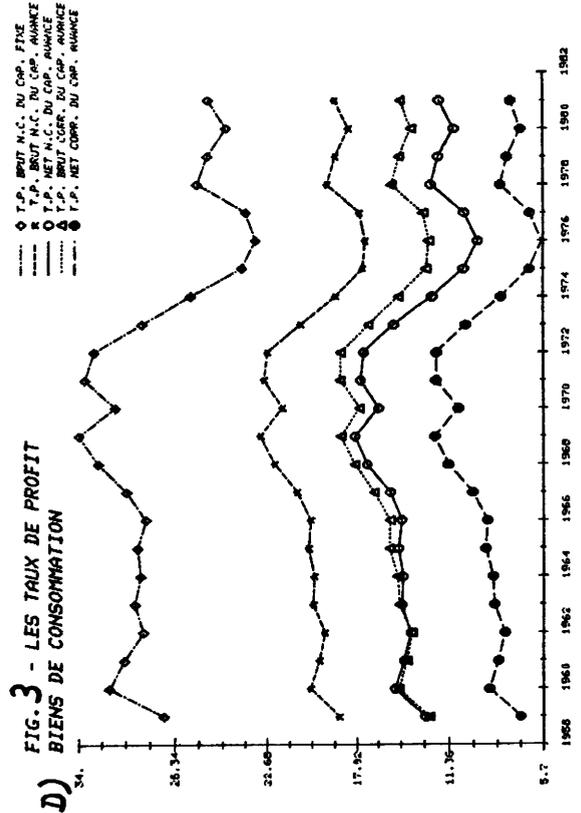
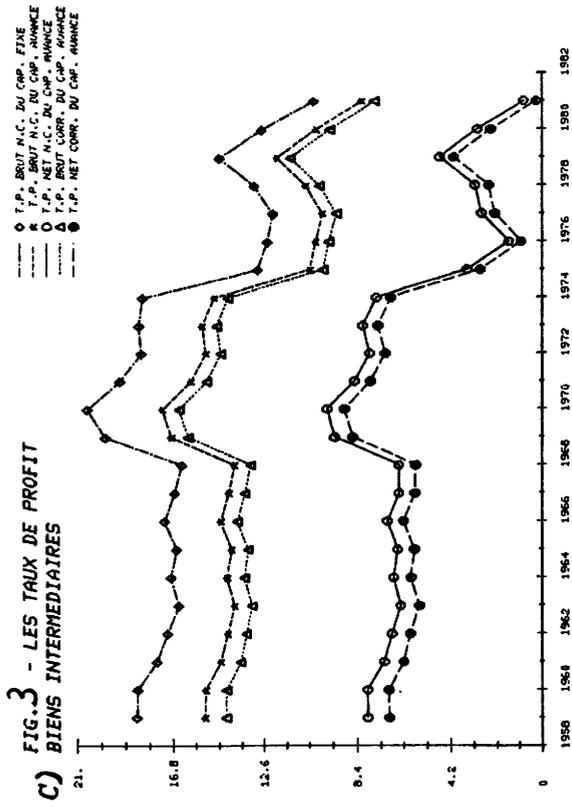
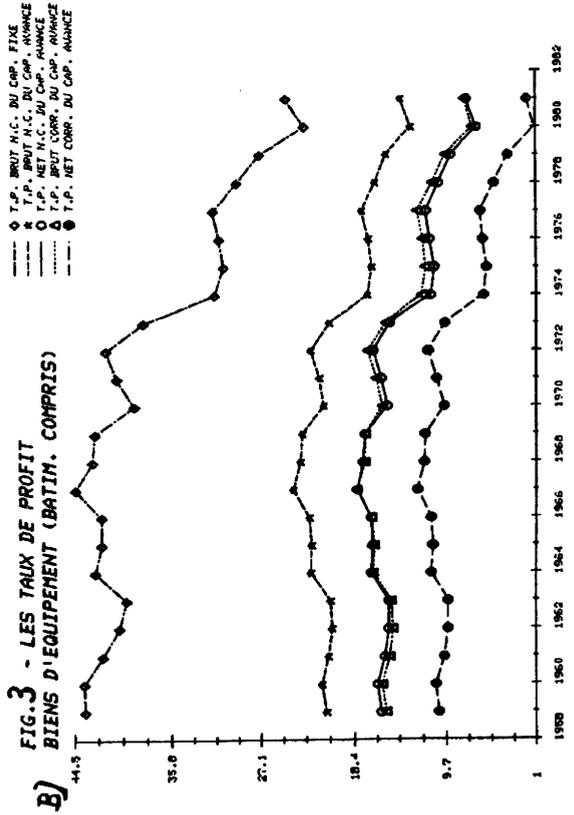
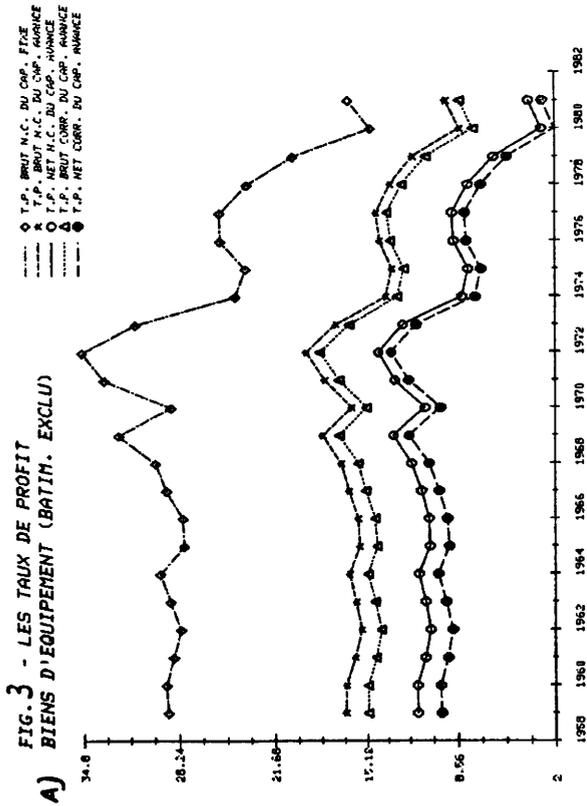
7. Il y a lieu de remarquer, à cet égard, que la hausse de QT par un oligopoleur est susceptible d'enclencher une lutte concurrentielle aboutissant à une croissance généralisée de l'intensité capitalistique de la branche et à une réduction du taux de profit. Le schéma est le suivant: l'élargissement de la marge bénéficiaire (différence entre prix et coûts unitaires) résultant des nouvelles techniques permet des baisses de prix de la part de l'innovateur; pour préserver leurs parts du marché, les concurrents réagissent en investissant dans les mêmes techniques et en ajustant leurs prix; il en résulte un enchaînement d'actions et de réactions touchant aussi bien l'organisation de la production (choix des techniques) que la politique des prix, et dont l'issue possible est indiquée ci-dessus.

Examinons maintenant les résultats empiriques. Les détails sur la source des données, les procédés de calcul, ainsi que sur le groupement des branches par sections (section I: biens d'équipement; section II: biens intermédiaires; section III: biens de consommation) figurent en annexe.

III. LES TENDANCES A LONG TERME DE LA RENTABILITE

1. Les quatre taux de profit susmentionnés, ainsi que le taux de profit sur le seul stock de capital fixe (à prix courants), présentent une évolution conjoncturelle analogue (cf. fig. 2 et 3).





Depuis 1975 (1979 pour la section I, bâtiment exclu), le poids de l'amortissement est devenu important, ce qui a eu pour effet de creuser un large écart entre les taux de profits nets (corrigés et non corrigés) et les taux bruts. Dans la section I, bâtiment compris, c'est uniquement le taux de profit net corrigé qui, depuis 1974, a baissé beaucoup plus que les autres mesures de la rentabilité, en raison de l'incidence croissante de la correction pour les revenus du travail des indépendants. Ces aspects seront repris ci-après.

Dans la section III, les fluctuations conjoncturelles du taux de profit, et notamment du taux de profit net corrigé, sont plus amples que dans les autres sections (cf. fig. 3,d).

Dans le présent travail, le taux de profit net du capital avancé sera privilégié car il semble être l'indicateur le plus efficace pour mesurer les effets de la rentabilité sur le niveau d'activité. En l'absence d'autres précisions, c'est à cette notion que se rapporteront désormais les termes "taux de profit" et "rentabilité".

2. Sur l'ensemble de la période, la rentabilité montre une tendance décroissante dans tous les secteurs (cf. tableau 2, qui donne les résultats de l'estimation de la tendance exponentielle¹). Toutefois, considérée telle quelle, cette évolution n'est pas représentative, car elle comporte deux périodes bien distinctes (cf. fig. 2 et 3) :

- de 1959 au début des années soixante-dix, la rentabilité est le plus généralement croissante (ensemble de l'industrie, transformation industrielle, section I bâtiment exclu et section III), tandis qu'elle est stationnaire dans les autres cas (section I, bâtiment compris, et section II)(2);
- au cours des années soixante-dix, l'évolution de la rentabilité a présenté deux phases : a) une chute brutale dans toutes les sections jusqu'en 1976 (jusqu'en 1980 dans la section des biens d'équipement; b) un cycle complet de 1976 à 1981, dans les sections II, III ainsi que dans l'ensemble de l'industrie et l'ensemble de la transformation industrielle. Dans la section III, ce cycle s'est greffé sur une tendance ascendante, tandis que dans les autres cas le creux de 1981 s'est situé à un niveau légèrement inférieur au minimum de 1976.

Le bâtiment accuse un profil d'évolution qui le différencie sensiblement des autres sections. En effet, après une évolution stationnaire de 1959 à 1963, le taux de profit est monté en flèche jusqu'en 1967, pour descendre brutalement jusqu'en 1974; depuis lors, il fluctue autour d'une tendance étalée (voir fig.4)(3).

(1) En multipliant par 100 les paramètres b, on obtient le taux tendanciel de variation annuelle moyenne.

(2) Cf. les paramètres b des régressions relatives à ces sections, lesquels, tout en étant positifs, ne sont pas statistiquement significatifs.

(3) Le taux de profit brut du capital fixe s'écarte de l'évolution susmentionnée du fait que, contrairement aux quatre autres indicateurs de la rentabilité, il décroît fortement de 1959 à 1963. Sur l'ensemble de la période, il accuse dès lors une nette tendance à la baisse.

Tableau 2 - Tendence exponentielle de la rentabilité(1)

	Périodes	a	b	r ²
Biens d'équipement :				
a) bâtiment exclu	1959-81	2,68	-0,037	0,436
	1959-73	2,33	0,013	0,390
b) bâtiment compris	1959-81	3,00	-0,033	0,642
	1959-73	2,77	0,001*	0,010
Biens intermédiaires	1959-81	2,40	-0,061	0,449
	1959-74	1,93	0,010*	0,139
Biens de consommation	1959-81	2,74	-0,012	0,255
	1959-72	2,56	0,019	0,758
Transformation industrielle	1959-81	2,72	-0,037	0,549
	1959-72	2,40	0,012	0,327
Ensemble de l'industrie (bâtiment compris)	1959-81	2,65	-0,031	0,540
	1959-72	2,37	0,013	0,584

(1) Régression de la fonction exponentielle :

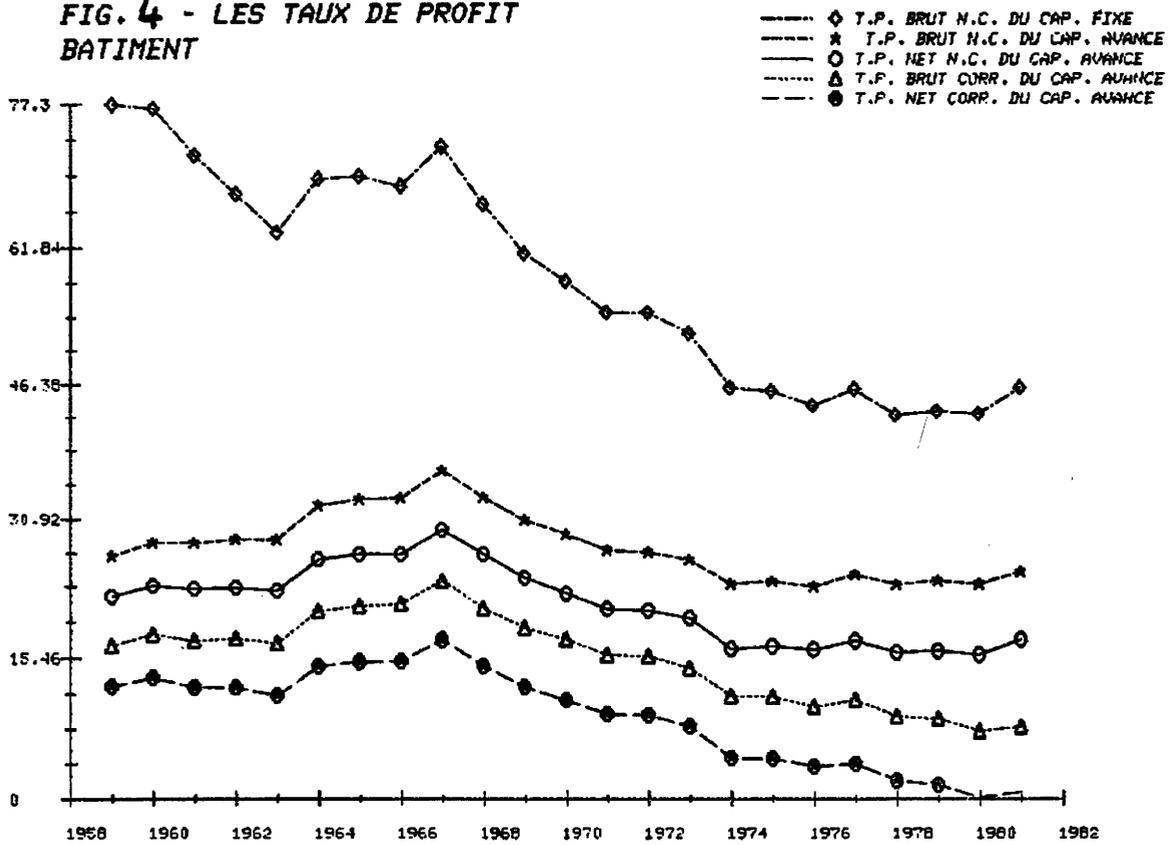
$$p = a e^{bt}, \text{ ou } \log p = \log a + bt$$

où : p = taux de profit net du capital avancé
t = temps (1, 2, ..., 23)

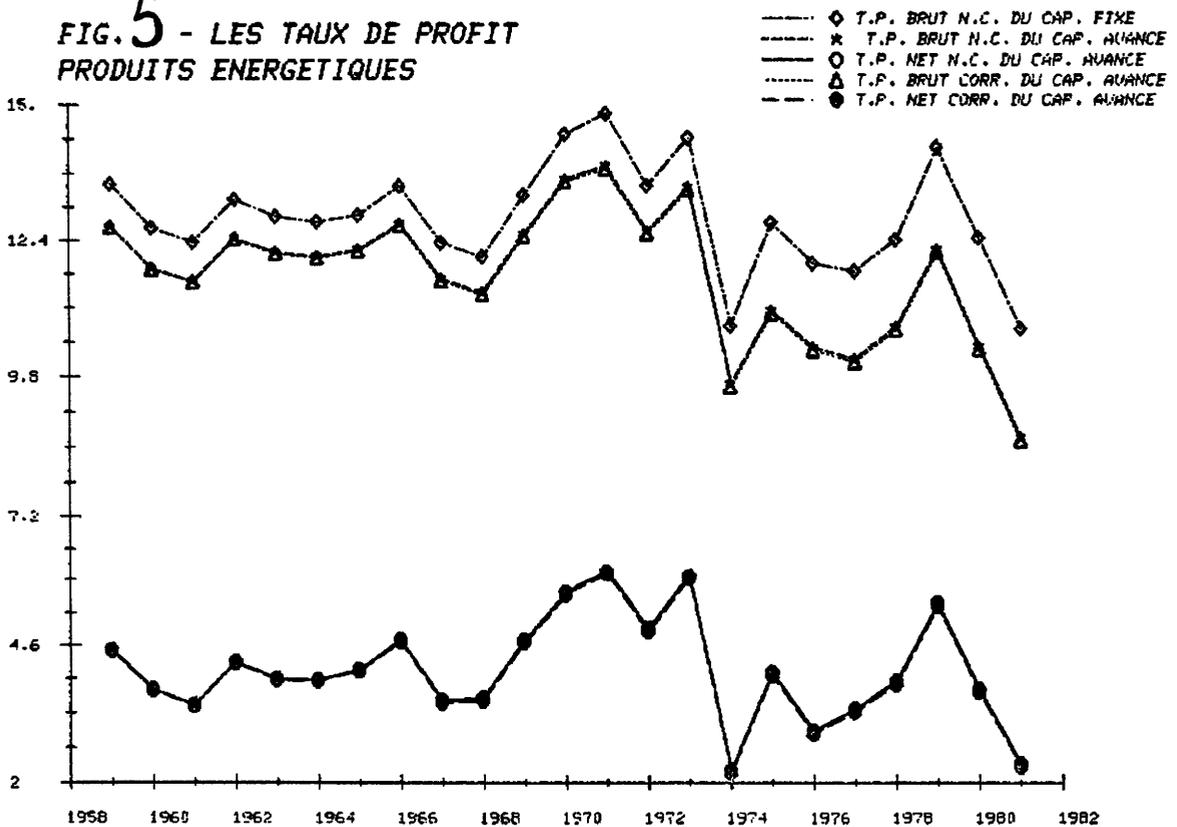
Les cas où les valeurs du t de Student sont inférieures à 2 sont signalés par un astérisque.

Les résidus étant autocorrelés, un test d'hypothèse rigoureux n'est pas possible.

**FIG. 4 - LES TAUX DE PROFIT
BATIMENT**



**FIG. 5 - LES TAUX DE PROFIT
PRODUITS ENERGETIQUES**



Les produits énergétiques ont montré des fluctuations très amples depuis la fin des années soixante, sans toutefois laisser discerner une tendance précise pour l'ensemble de la période (fig.5).

3. a) Si l'on compare le taux de profit net corrigé avec le même taux non corrigé (tableau 3), il apparaît qu'à peu d'exceptions près, le phénomène de la salarisation croissante n'a pas exercé d'incidence sensible sur la rentabilité.

En effet, l'importance de la correction dépend de deux facteurs qui peuvent se compenser (totalement ou en partie) : a) l'évolution du nombre des indépendants, compte tenu de leur poids dans l'emploi total; b) la progression du salaire nominal par salarié (lequel, comme est indiqué plus haut, est imputé aux indépendants).

Or, sur l'ensemble de la période, le nombre d'indépendants a en général diminué : dans la section III, il dépassait à peine, en 1981, la moitié du nombre relevé en 1959, tandis que la baisse atteignait près de 20% dans la section I, bâtiment exclu, et près de 40% dans la section II. Par contre, dans le bâtiment, où les indépendants sont les plus nombreux, l'inverse s'est produit : leur nombre est passé de 254.700 en 1959 à 324.500 en 1981 (soit une progression de 27,4%). C'est ainsi que, dans la section I bâtiment compris, le nombre d'indépendants a augmenté de 20,2% sur l'ensemble de la période.

D'autre part, de 1959 à 1981, les salaires par salarié ont été multipliés par 10 à 12, selon les secteurs. La masse des rémunérations des indépendants, qui aurait dû se réduire en raison de la diminution du nombre des sujets, a dès lors été gonflée par la croissance de ce deuxième élément.

Dans la section I, bâtiment exclu, ainsi que dans la section II, les taux de profit nets corrigés et non corrigés ont eu une évolution presque identique(1). Dans la section I, bâtiment compris, la correction est devenue très importante depuis 1974, sous l'effet,

(1) Le fait que, dans la section II, le taux de variation tendancielle du taux corrigé présente une différence non négligeable par rapport au taux non corrigé (tableau 3), s'explique par certains écarts constatés au début et à la fin des années soixante dix, et qui ont influencé la pente de la droite de régression.

	taux de profit du capital avancé											
	net					brut					taux de profit brut du capital fixe	
	non corrigé		corrigé		ind. 1981	non corrigé		corrigé		ind. 1981	variât. %	ind. 1981
	variât. %	ind. 1981	variât. %	ind. 1981		variât. %	ind. 1981	variât. %	ind. 1981			
Biens d'équipement	-3,71	33,3	-3,96	29,4	55,6	-1,91	55,5	-1,99	56,5			
a) bâtiment exclu	-3,30	48,5	-6,78	17,8	65,8	-2,84	51,1	-2,57	56,5			
b) bâtiment compris	-6,05	10,7	-7,60	3,9	53,4	-2,02	53,0	-1,81	56,0			
Biens intermédiaires	-1,19	93,6	-0,81*	108,2	101,4	-0,05*	113,5	-1,06	90,8			
Biens de consommation	-3,65	39,5	-4,03	32,0	65,0	-1,53	66,9	-1,99	62,2			
Transformation industrielle	-3,05	46,6	-4,40	28,7	68,5	-1,73	64,1	-1,64	66,7			
Ensemble de l'industrie (bâtiment y compris)												

(1) Le taux de variation est celui de la tendance exponentielle 1959-1981 multiplié par 100. Les cas où les t de Student sont inférieurs à -2 sont signalés par un astérisque. Dans tous les autres cas, les t de Student sont élevés (autour de -4 ou plus).

(2) L'indice en 1981 est établi en prenant 1959 comme année de base. A remarquer que les indices relatifs aux différents taux de profit et sections ne sont pas comparables. En effet, pour un même taux de variation tendanciel (même pente de la droite de régression), l'indice en fin de période se situe à des hauteurs différentes selon le niveau du taux de profit de l'année de base. Dès lors, si l'on suppose que la part de l'amortissement dans la valeur ajoutée demeure constante, et qu'en même temps la rentabilité baisse, l'indice du taux de profit net en fin de période sera inférieur à l'indice du taux de profit brut.

d'une part, de l'augmentation accélérée du nombre des indépendants, d'autre part, de la progression des salaires par tête. Sur l'ensemble de la période, la baisse du taux corrigé atteint ainsi le double de celle du taux non corrigé (-6,78%, contre -3,3%, cf. tableau 3). Dans la section III, la correction a été très importante jusqu'en 1974 et est demeurée non négligeable jusqu'en fin de période. Toutefois, par rapport à la section I, bâtiment compris, elle a opéré en sens opposé, car l'indice (1959 = 100) du taux corrigé s'est constamment situé au-dessus de l'indice du taux non corrigé. L'augmentation des salaires par tête n'a donc compensé qu'en partie l'effet de la forte réduction du nombre des indépendants(1).

Pour l'ensemble de la transformation industrielle, la correction a été assez importante de 1968 à 1974, l'indice (base 1959) du taux corrigé dépassant celui du taux non corrigé. Il en a été de même pour l'ensemble de l'industrie (bâtiment compris); par contre, de 1975 à 1981, l'indice du taux corrigé a été inférieur à celui du taux non corrigé, sous l'influence de l'évolution dans le bâtiment.

b) L'amortissement n'a eu d'incidence appréciable sur la rentabilité qu'à partir de la seconde moitié des années soixante-dix et en coïncidence avec la première et la deuxième crise pétrolière. En effet, si l'on compare entre eux le taux de profit brut et le taux net, on constate que, sur l'ensemble de la période, la rentabilité nette baisse beaucoup plus que la rentabilité brute (tableau 4). L'écart est particulièrement sensible pour la section des biens intermédiaires, qui présente la plus haute intensité de capital(2), tandis qu'il est moins prononcé

(1) Le paramètre que l'on obtient en estimant la tendance du taux corrigé (-0,81% par an, cf. tableau 3) ne permet pas de bien se rendre compte de l'évolution effective. En effet, de 1959 à 1972, le taux corrigé a augmenté en flèche, atteignant l'indice 170 en 1971-1972 (contre 132 pour le taux non corrigé); depuis lors il a baissé, le minimum ayant été atteint en 1976 (indice 81,2). Ces amples fluctuations expliquent pourquoi le paramètre susmentionné de la régression est statistiquement non significatif.

(2) En 1981, le capital fixe en volume par salarié s'est chiffré à 146.313 francs dans la section II, contre 74.910 francs dans l'ensemble de l'industrie (bâtiment compris). Pour cette année, le capital en volume par salarié a été de :

- . 64.879 francs dans la section I, bâtiment exclu;
- . 25.725 francs dans le bâtiment;
- . 449.733 francs dans les produits énergétiques;
- . 55.036 francs dans la section III.

pour la section des biens de consommation. Toutefois, l'inverse se produit si nous considérons l'évolution jusqu'au début des années soixante-dix : la rentabilité nette, en hausse durant cette période, augmente davantage que la rentabilité brute (tableau 4, où figurent les taux de variation tendancielle pour la période 1959-72/74). La raison en est que, jusqu'aux premières années soixante-dix, la part de l'amortissement dans la valeur ajoutée a été, en général, légèrement décroissante, tant à prix courants qu'en volume.

Tableau 4

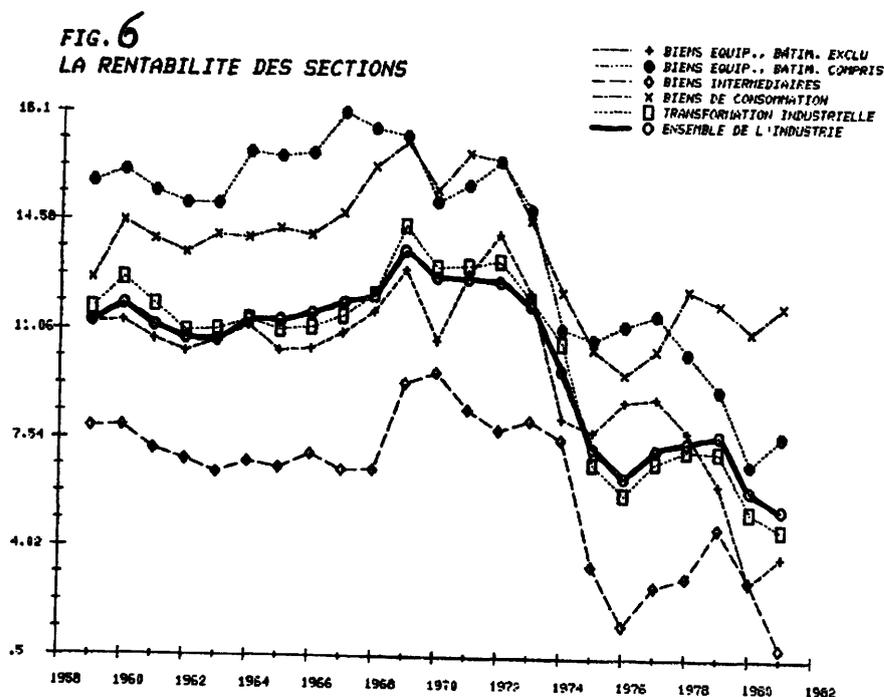
L'incidence de l'amortissement sur la rentabilité
(taux de variation annuels moyens de la tendance exponentielle)(1)

	Périodes	Taux de profit (non corr.) du capital avancé	
		net	brut
Biens d'équipement :			
a) bâtiment exclu	1959-81	-3,71	-2,00
	1959-73	1,30	0,88
b) bâtiment compris	1959-81	-3,30	-1,99
	1959-73	0,14*	0,34*
Biens intermédiaires	1959-81	-6,05	-2,03
	1959-74	1,01*	0,51*
Biens de consommation	1959-81	-1,19	-0,51
	1959-72	1,88	1,62
Transformation industrielle	1959-81	-3,65	-1,77
	1959-72	1,16	0,99
Ensemble de l'industrie	1959-81	-3,05	-1,57
(bâtiment compris)	1959-72	1,27	0,99

(1) Calculés comme dans le tableau 3.
Les paramètres pour lesquels le test t de Student est inférieur à 2 sont signalés par un astérisque.

Autour de 1975, cette part augmente brusquement, et elle accuse une nouvelle progression vers la fin de la période(1). Ces résultats reflètent sans doute la correction introduite par l'INSEE dans l'estimation du stock de capital et de l'amortissement pour tenir compte de l'obsolescence des équipements consécutive aux deux crises pétrolières.

4. Sur la période étudiée, on ne constate aucune tendance au rapprochement des niveaux de la rentabilité des sections, ni a une modification de leur hiérarchie. C'est ainsi que la section I, bâtiment compris, et la section III se sont constamment situées au-dessus de l'ensemble de l'industrie, tandis que la section II présentait une situation inverse. Le taux de profit de la section I, bâtiment exclu, a très souvent fluctué un peu au-dessous de la moyenne (cf. fig.6).



(1) Pour l'ensemble de l'industrie, bâtiment compris, la part des amortissements dans la valeur ajoutée à prix courants est tombée de 13,2% en 1959 à 11,5% en 1973. En 1976, elle est montée à 15% pour fléchir ensuite (13,3% en 1977) et se situer, en 1981, à 14,4%. La part en volume est pratiquement la même pour la période initiale (13,6% en 1959 et 11,9% en 1973) et progresse ensuite sans à coups (12,8% en 1976 et 14,4% en 1981).

L'écart entre la section I, bâtiment compris et l'ensemble de l'industrie, s'est amenuisé au cours du temps, passant de 4,8 points en moyenne des années 1959-69 à 2,8 points pour les années 1970-81(1). En revanche, il s'est élargi pour la section III, dont le taux de profit a dépassé celui de l'ensemble de l'industrie de 2,9 points en moyenne dans les années 1959 à 1969, et de 3,9 points dans les années soixante-dix. L'écart moyen de la section II, par rapport à l'ensemble de l'industrie, n'a pas beaucoup changé (-4,4 points pour la période 1959-69 et -3,8 points pour les années 1970-81) et il en a été de même pour la section I, bâtiment exclu, où il est resté négligeable (-0,5 point pour la période 1959-69 et -0,2 point pour les années 1970-81).

5. L'évolution susmentionnée du taux de profit apparaît également dans d'autres études relatives à l'ensemble des entreprises non financières, hors agriculture (Phéline 1975; Loiseau, Winter, Mazier 1976; Baslé, Mazier, Vidal 1979) ou qui considèrent également l'industrie (Barou et alii 1979) (2)(3).

Certaines d'entre elles apportent des éléments d'information qui appuient la théorie des cycles longs. Le travail de Baslé, Mazier et Vidal (1979), portant sur la période 1896-1973, montre, par exemple, que le taux de profit pour l'ensemble de l'économie a atteint le maximum absolu du dernier cycle long en 1948 et, qu'après la chute de 1949, dans les années cinquante il s'est maintenu à des niveaux élevés.

(1) L'écart du bâtiment par rapport à l'ensemble de l'industrie s'est chiffré, en moyenne, à 13,4 points pour la période 1959-69 et à 9,04 points pour les années 1970-81.

(2) A noter que, dans cette étude, la rentabilité nette de l'ensemble de l'industrie en 1960 se situe au même niveau de 1968 (p.46).

(3) Cf. également Délétré et Mairesse (1978), pour une comparaison de la rentabilité comptable et "économique"; Sautter et alii (1974; "Fresque") et Camus et Muller (1983), pour la rentabilité comptable, y compris appréciation sur stocks; Délétré (1979 b).

Dans la deuxième moitié des années cinquante, la rentabilité des entreprises non agricoles a même fluctué autour d'une tendance croissante (Phéline, 1975, p. 41-43; Loiseau, Winter et Mazier, 1976, p. 24). Tout cela confirme la thèse d'après laquelle un des éléments fondamentaux pouvant déclencher la phase d'expansion du cycle long est une hausse exceptionnelle et de longue durée du taux de profit moyen.

Examinons à présent, en commençant par l'accumulation du capital, les facteurs qui expliquent l'évolution du taux de profit telle qu'elle vient d'être retracée.

IV. LA STRUCTURE DE L'ACCUMULATION ET SES COMPOSANTES

1. Le coefficient de structure de l'accumulation (sa) a, sur l'ensemble de la période, évolué en hausse, exerçant ainsi une pression en sens opposé sur le taux de profit (cf. tableau 5 et figures 7)(1). D'une manière générale, en dépit de fluctuations conjoncturelles parfois sensibles, on ne remarque pas de rupture de tendance. Si l'on compare, en effet, les taux de croissance tendanciels de l'ensemble de la période avec ceux des années 1959 à 1973, on remarque que les deux taux sont très proches l'un de l'autre dans la plupart des cas.

La section I, bâtiment compris, est celle où, sur l'ensemble de la période, la croissance de sa a été la plus forte (1,3% par an; tableau 5), et ce sous l'influence du bâtiment (où, de 1959 à 1981, le coefficient sa a augmenté, en moyenne, de 2,8% par an). Si, par contre, on exclut cette branche de la section I, le coefficient de structure de l'accumulation progresse peu (0,29% par an sur l'ensemble de la période).

2. Si l'on applique le premier mode de ventilation du coefficient de structure de l'accumulation (formule VI), on observe que l'effet net du changement technique a été très différent selon les périodes. En effet, de 1959 à 1973/74, le rapport entre l'intensité capitaliste de la production (QT) et la productivité (PDT)(2) suit, en général, une tendance fortement décroissante (cf. tableau 5

(1) Jusqu'au début des années soixante-dix, cet élément a été surcompensé par d'autres, puisque, comme nous l'avons vu, la rentabilité n'a pas baissé.

(2) Ce rapport est proche du coefficient de capital (rapport capital/produit, en volume), l'inverse de la productivité du capital

$$\frac{QT}{PDT} = \frac{KCAV}{L} \cdot \frac{L}{VAV} = \frac{KCAV}{VAV}$$

La différence par rapport au coefficient de capital (KV/VAV, où KV est le capital fixe en volume) et à la productivité du capital (VAV/KV) est qu'ici le terme KCAV englobe aussi une partie du capital circulant : KCAV = (K + CI/r) : PKCA.

Fig. 7 : Rentabilité et composantes (indices 1959 = 100)

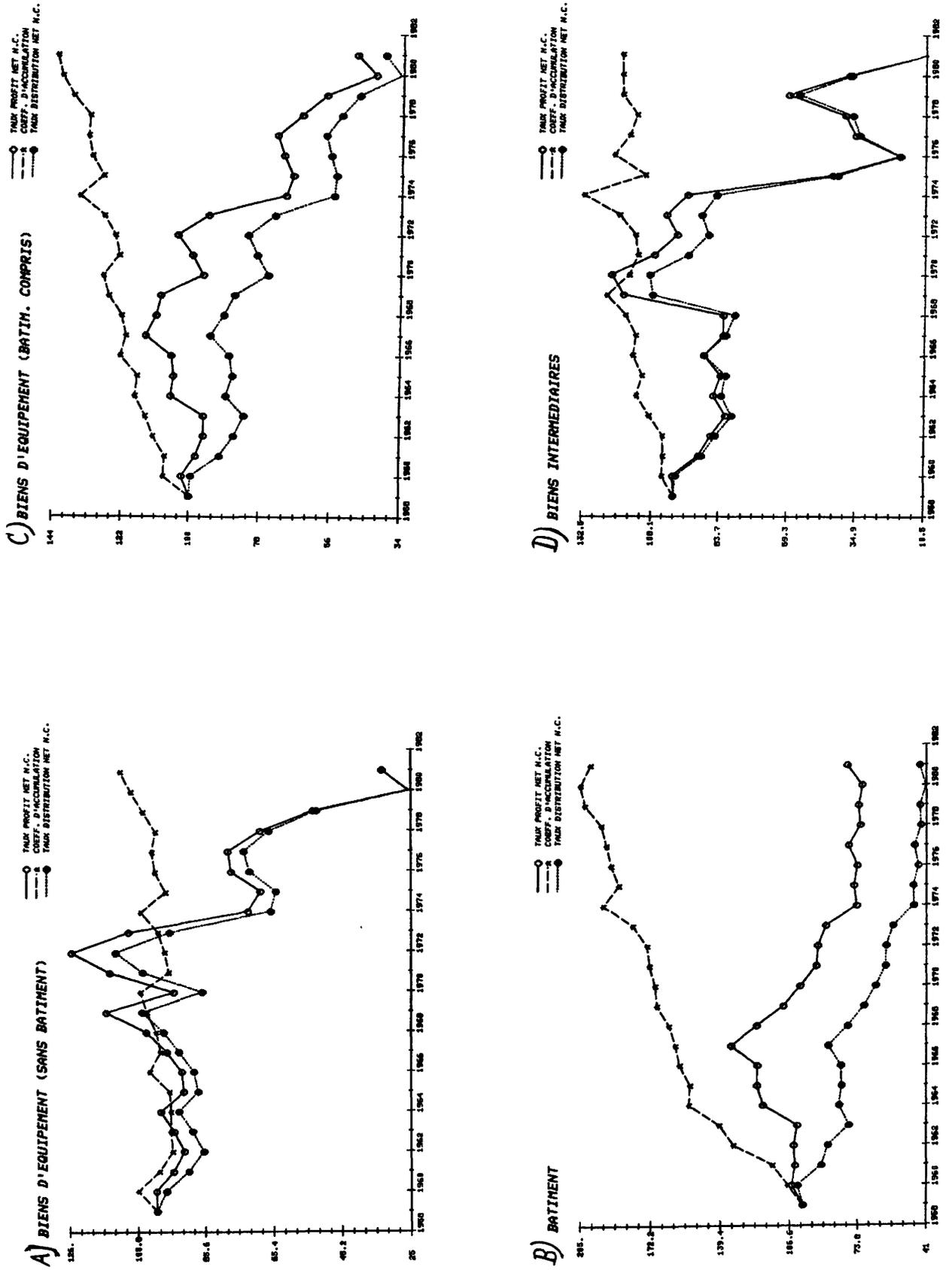


Fig. 7 : Rentabilité et composantes (indices 1959 = 100)

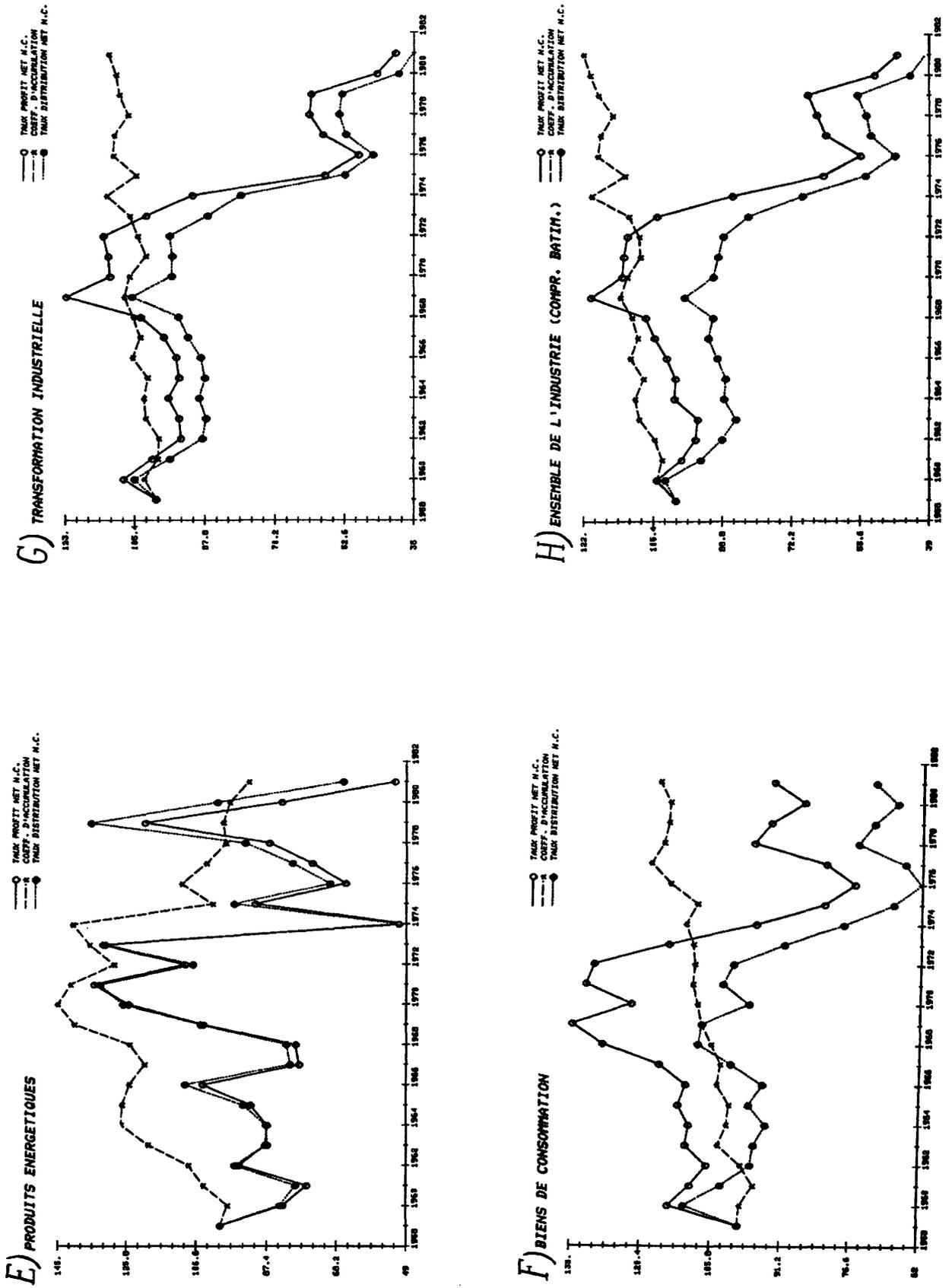


Tableau 5 :

Le coefficient de structure de l'accumulation (sa) et ses composantes.
(taux de variation annuel moyen de la tendance exponentielle)(a)

	Périodes	sa	formule VI				formule VII	
			QT/PDT	PKCA FVA	W/VA(c)	r	QT/WRL	PKCA PC
Biens d'équipement	1959-81	0,29	-0,18*	0,67	0,46	0,26	1,30	-1,27
a) bâtiment exclu	1959-73	0,02*	-1,50	0,81	-0,07*	0,63	0,47	-1,08
b) bâtiment compris	1959-81	1,31	1,00	-0,78	0,72	1,81	0,61	-1,11
Biens intermédiaires	1959-73	1,49	-0,10*	-0,91	0,40	2,90	-0,33*	-1,09
	1959-81	0,66	-0,63	1,28	0,79	0,81	-0,16*	0,01*
	1959-73	1,13	-1,93	1,15	0,13*	2,05	-0,11*	-0,81
Biens de consommation	1959-81	0,84	-1,71	1,26	0,50	1,79	-0,60	-0,35
Transformation industrielle	1959-72	0,89	-2,59	0,93	0,06*	2,61	-0,94	-0,77
	1959-81	0,47	-0,70	0,91	0,65	0,90	0,09*	-0,52
	1959-72	0,43	-1,80	0,76	0,04*	1,51	-0,15*	-0,92
Ensemble de l'industrie (b)	1959-81	0,70	-0,52	0,57	0,73	1,38	-0,27	-0,41
	1959-72	0,61	-1,71	0,27	0,27	2,31	-0,79	-0,91

(a) Paramètres b ($\cdot 100$) de la fonction : $x = ae^{bt}$, ou : $\log x = \log a + bt$, x représentant chacune des variables ci-dessus, et t le temps (1, 2, ...).

Les valeurs du test t de Student sont en général très élevées (c'est-à-dire bien supérieures à 5), mais les résidus étant autocorrelés, il n'est pas possible d'effectuer un test d'hypothèse rigoureux. Les cas où le t de Student est inférieurs à 2 sont signalés par un astérisque.

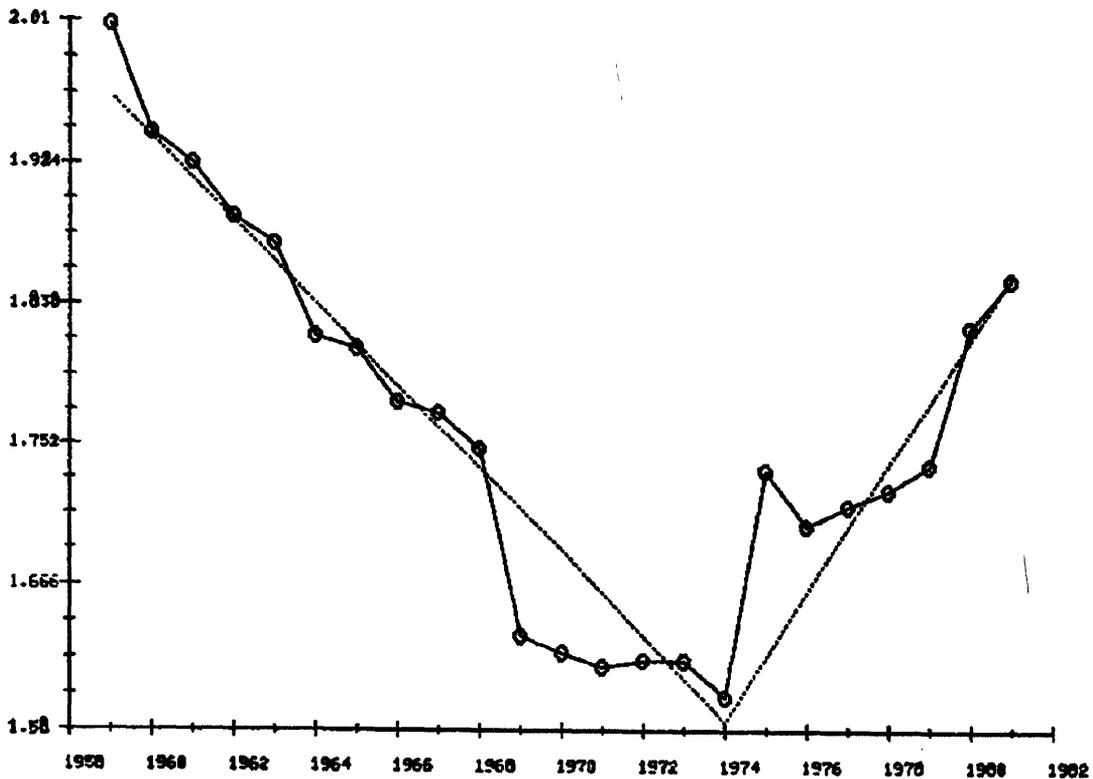
(b) Bâtiment compris.

(c) Pour obtenir le taux de variation du coefficient de structure de l'accumulation en additionnant ceux de ses composantes, il faut calculer le terme $\left(\frac{W/r}{VA}\right)^{-1}$ de la formule VI. Pour cela il suffit

de déduire les valeurs de r de ceux de la part des salaires, et de changer ensuite de signe.

Pour le terme $QT/(WRL/r)$ de la formule VII, on procède de façon analogue, en ajoutant le taux de variation de r à celui de QT/WRL .

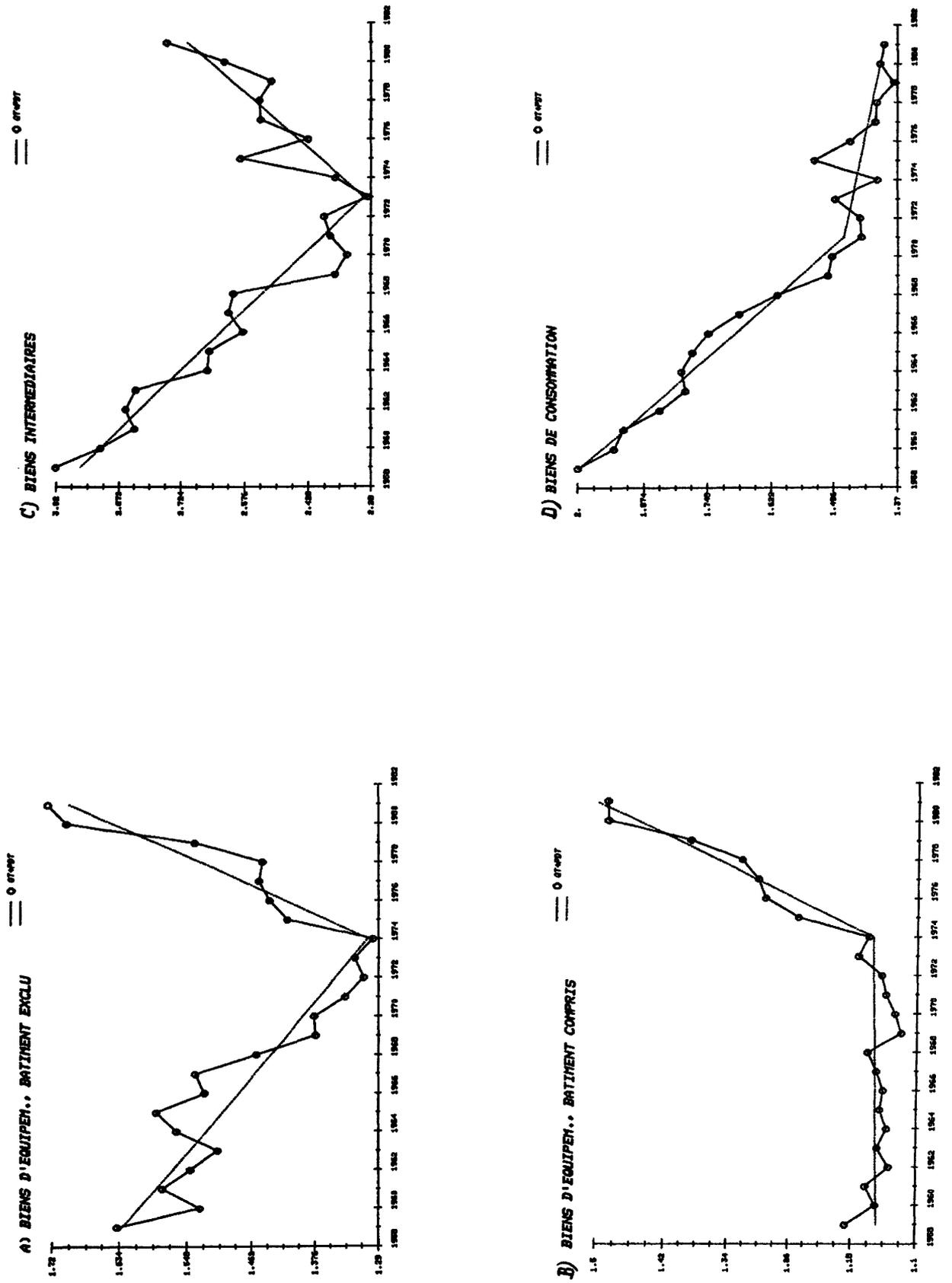
**FIG. 8 - L'EFFORT D'INVESTISSEMENT ET SES RESULTATS
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE, BATIM. COMPRIS** — O QT/PDT



et figure 8)(1)(2). L'accumulation a donc été efficace, en ce sens que l'accroissement du capital par salarié s'est traduit par une progression de la productivité plus importante. Cela a contribué à

- (1) Dans le tableau 5, les sous-périodes ont été choisies de façon à tenir compte le mieux possible de l'évolution de l'ensemble des variables. En effet, si le terme QT/PDT continue à baisser légèrement jusqu'en 1974, dans certains cas la part des salaires commence à augmenter sensiblement dès 1973. Pour la section III, la transformation industrielle et l'ensemble de l'industrie, il a dès lors paru préférable de limiter la sous-période à 1972.
- (2) Pour la transformation industrielle et l'ensemble de l'industrie, bâtiment compris, la réduction du rapport QT/PDT apparaît très nette jusqu'en 1969, et peu sensible de 1969 à 1974.

Fig. 9 : L'effort d'investissement et ses résultats.



freiner la croissance du coefficient de structure de l'accumulation, en exerçant ainsi une pression à la hausse sur la rentabilité. Ce n'est que dans la section I, bâtiment compris, que, jusqu'à 1974, la tendance du rapport QT/PDT a été stationnaire (cf., dans le tableau 5, le taux de variation tendanciel, statistiquement non significatif).

A partir de 1973-74, le rapport en question présente un brusque changement de tendance, particulièrement prononcé dans la section I, bâtiment exclu (1).

La section III est la seule où le rapport QT/PDT soit demeuré sur sa trajectoire décroissante. Ce point sera repris ci-après, avec quelques détails sur l'évolution de QT et PDT.

3. L'intensité capitaliste de la production (QT) a progressé davantage dans la section I, bâtiment exclu (au taux de 5,3 % par an de 1959 à 1981; cf. tableau 6) et moins dans la section II, où le niveau de QT, pour l'ensemble de la période, a cependant dépassé sensiblement celui des autres sections(2).

Le fait le plus saillant est le mouvement d'accélération de la croissance observé depuis 1974 dans la section I, et qui a déterminé un résultat similaire pour l'ensemble de l'industrie.

(1) C'est ainsi qu'en 1981 l'indice (base 1959) de cet indicateur s'est situé, pour cette section, à 105,4 (contre 79,3 en 1974). L'indice analogue pour l'ensemble de l'industrie s'est chiffré à 92,3 (1959 = 100) en 1981 et à 79,7 en 1974.

(2) En 1981, par exemple, la valeur de QT a été de 167.873 francs dans la section II, contre 75.079 francs dans la section III et respectivement 94.224 et 68.359 francs dans la section I, bâtiment exclu ou bâtiment compris.

Tableau 6 :

Intensité capitaliste de la production (QT) et productivité (PDT)
(taux de variation annuels moyens)(a)

	QT			PDT		
	1959-81	1959-74	1974-81	1959-81	1959-74	1974-81
Biens d'équipement						
a) bâtiment exclu	5,26	4,75	6,80	5,44	6,23	3,05
b) bâtiment compris	4,99	4,67	5,97	3,99	4,61	2,13
Biens intermédiaires (b)	4,01	4,06	3,89*	4,64	5,87	1,88
Biens de consommation	4,32	4,57	3,57	6,03	6,78	3,75
Transf. industrielle	4,51	4,60	4,26	5,21	6,07	2,61
Ensemble de l'indust. (bâtiment compris)	4,20	4,08	4,57	4,72	5,50	2,36

(a) Pour 1959-81, il s'agit des taux de croissance de la tendance exponentielle, calculés comme dans les tableaux précédents (paramètres b x 100).

Pour les périodes 1959-74 et 1974-81, les taux de croissance ont été obtenus par une régression linéaire à pente variable (régression "spline") de la fonction exponentielle :

$$x = ae^{b_1 t + b_2 t_s}, \text{ ou : } \log x = \log a + b_1 t + b_2 t_s$$

où : x est chacune des variables ci-dessus.

t le temps (1, 2, ..., n, ..., k); k = 23.

$t_s = t - \bar{t}$, où \bar{t} ($\bar{t} = \bar{t}_i, \bar{t}_j$) prend :

- . les valeurs de t jusqu'au point de rupture (t_n) compris : $\bar{t}_i = t_i$ (i = 1, 2, ..., n).

- . la valeur t_n pour toutes les périodes successives :

$$\bar{t}_j = t_n \text{ (j = n+1, ..., k; i+j = k).}$$

Le paramètre b_1 nous donne le taux de variation (pente) relatif à la première sous-période, tandis que b_2 indique le changement de pente par rapport à b_1 . Pour obtenir le taux de variation de la deuxième sous-période (pente du deuxième segment), il faut donc additionner b_1 et b_2 , ce qui est fait dans le tableau ci-dessus.

Les t de Student sont en général très élevés. Le cas où le changement de pente n'est pas statistiquement significatif est indiqué par un astérisque.

(b) Les sous-périodes sont ici 1959-73 et 1973-81 parce que, dans cette section, le rapport QT/PDT atteint son minimum en 1973 et non en 1974.

4. Une rupture analogue est constatée pour la productivité, mais en sens opposé : depuis 1974, les taux de croissance moyens de cet indicateur n'atteignent plus que la moitié de ceux qui avaient été enregistrés de 1959 à 1974 (tableau 6). On a même observé des baisses de niveau, notamment en 1974-75 et en 1980. Ce ralentissement, qui fait suite à une période où la productivité progressait davantage que l'intensité capitalistique de la production, a eu pour effet d'inverser la tendance du rapport QT/PDT.

Cet épuisement des gains de productivité pourrait s'expliquer comme l'une des manifestations de la fin de la phase d'expansion de l'"onde longue", amorcée dans l'après-guerre. Comme on sait, un des éléments fondamentaux qui sont à l'origine de l'expansion longue est une "révolution technologique", c'est-à-dire des changements radicaux et généralisés de l'appareil productif, qui rendent obsolètes les équipements existants (cf. Van Duijn 1983). Cette "révolution technologique" s'accompagne d'importants progrès de productivité, soutenus par la généralisation des nouvelles techniques. Toutefois, à moins d'une nouvelle vague d'innovations majeures, un ralentissement est un phénomène tout à fait normal. En effet, les progrès de productivité que l'on peut obtenir par le perfectionnement des techniques existantes et par des changements dans l'organisation des entreprises sont de loin moins importants que ceux qui résultent d'une "révolution technologique". D'autant plus que les changements d'organisation dont il s'agit se sont heurtés à une résistance ouvrière croissante : c'est ce que certains auteurs (Aglietta, Lipietz) ont appelé l'"épuisement du fordisme".

5. Les prix relatifs du capital avancé par rapport aux prix de la valeur ajoutée ont en général poussé à la hausse le coefficient de structure de l'accumulation. L'inverse ne s'est produit que dans la section I, bâtiment compris. En comparant, dans le tableau 5, le poids de ce facteur par rapport aux autres, on remarque que son influence sur le coefficient sa a toujours été appréciable. En particulier, sur l'ensemble de la période, l'effet des prix relatifs a été, sauf dans la section II, plus important que celui du changement technique (terme QT/PDT). Pour la sous-période 1959-73, le poids du mouvement des prix relatifs a été à peu près le même, mais son influence sur sa a été nettement inférieure à celle de QT/PDT.

En revanche, si l'on considère les prix relatifs du capital avancé par rapport au coût de la vie (deuxième façon de ventiler le coefficient de structure de l'accumulation), on voit que ce facteur a contribué à freiner la hausse de sa, le coût de la vie ayant progressé plus rapidement que les prix des biens d'équipement. Cet effet a été le plus sensible dans la section I (cf. tableau 5).

Les modifications survenues dans la distribution du revenu ont corrigé les effets de l'ensemble des facteurs qui viennent d'être analysés. Comme cet élément a également exercé une influence du premier plan sur la rentabilité, il sera, ci-après, étudié plus en détail, conjointement au taux de rotation du capital circulant.

V. LA DISTRIBUTION DU REVENU ET LES SALAIRES PAR SALARIE

1. L'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée brute accuse une rupture aussi importante que celle de l'évolution du taux de profit. En effet, de 1959 à 1972-73, cette part a fluctué autour d'une tendance étale, sauf dans la section I, bâtiment compris(1); depuis lors, elle a augmenté sensiblement.

Pour l'ensemble de l'industrie, elle atteignait 74,4% en 1981, contre 63% en 1959. Dans la section II - où l'on relève la croissance la plus forte sur l'ensemble de la période - la part des salaires a été de 71,6% en 1981, contre 58% en 1959(2).

2. Le tableau décrit ci-dessus change complètement si l'on tient compte de l'influence du taux de rotation du capital circulant (r). Comme on l'a déjà remarqué, une hausse de cet indicateur reflète une diminution de l'importance relative du capital circulant avancé : toutes conditions étant égales par ailleurs, la part du stock de capital circulant/salaires dans la valeur ajoutée (W/r) s'en trouve donc réduite.

VA

(1) Cf. à ce propos, les taux de variation relatifs à cette période, très faibles et statistiquement non significatifs (tableau 5).

(2) C'est dans cette section que la part des salaires avait été la moins élevée au départ. En effet, en 1959, cette part se chiffrait à :

- . 71,9% dans la section I, bâtiment exclu;
- . 67% dans la section I, bâtiment compris;
- . 64% dans la section III.

Dans l'industrie française, l'augmentation du taux de rotation du capital circulant a été particulièrement sensible, notamment au cours de la période 1959-73 (cf. à ce propos, les taux de variation figurant au tableau 5). Il faut d'ailleurs remarquer que, dans la plupart des cas, c'est ce facteur qui a exercé l'influence la plus forte sur le coefficient de structure de l'accumulation, son poids ayant dépassé celui des autres composantes (tableau 5). C'est ainsi qu'au cours des dix premières années de la période, la part du stock de capital circulant/salaires dans la valeur ajoutée a brusquement diminué (cf., par exemple, les figures 10) et qu'à quelques exceptions près(1), elle s'est ensuite maintenue à des niveaux sensiblement inférieurs aux niveaux de départ.

3. Le taux de distribution du revenu - autre façon d'exprimer la part des salaires dans la valeur ajoutée(2) - montre le même profil conjoncturel que cette part, les mouvements étant, bien entendu, inversés. Les remarques ci-dessus restent donc valables "mutatis mutandis". La seule différence substantielle est que les fluctuations du taux de distribution sont plus amples que celles de la part des salaires(3). C'est ainsi que la baisse des années soixante-dix a ramené à un niveau particulièrement bas, en fin de période, le taux de distribution net de la section II(4).

(1) Il s'agit de la section I, bâtiment exclu, et de la section II; en 1981, l'indice (1959=100) du rapport en question y atteignait respectivement 104,5 et 106,9. En revanche, dans la section I, bâtiment compris et dans la section III, ce même indice s'est élevé respectivement à 71,4 et à 72,0.

(2) La relation entre ces deux indicateurs de répartition est la suivante :
$$\frac{W}{VA} = \frac{1}{1+(S/W)} \quad \text{(VIII)}$$

(3) Ceci résulte clairement de l'examen de la formule VIII.

(4) En 1981 l'indice (1959=100) de cet indicateur s'est chiffré à :

- . 11,0 dans la section II;
- . 33,4 dans la section I, bâtiment compris;
- . 39,6 dans la section I, bâtiment exclu;
- . 71,9 dans la section III;
- . 39,8 dans l'ensemble de l'industrie, bâtiment compris.

FIG.10 - PART ET STOCK DES SALAIRES DANS LA U.A. BRUTE (1959=100)
a) ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE, BATIM. COMPRIS

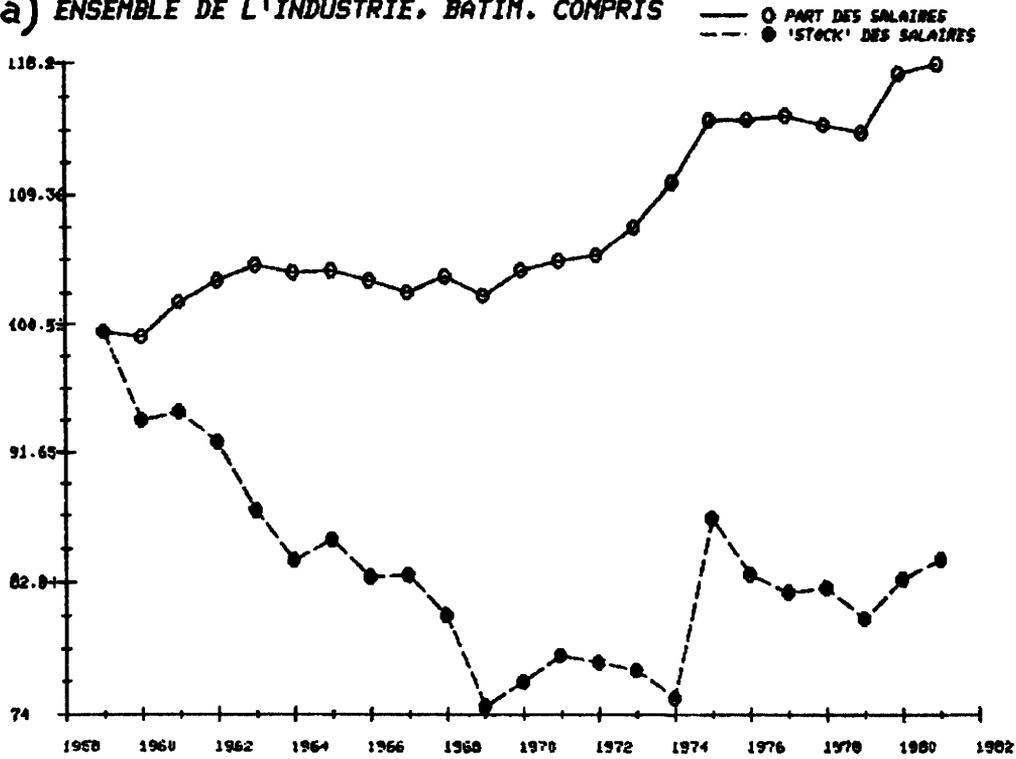
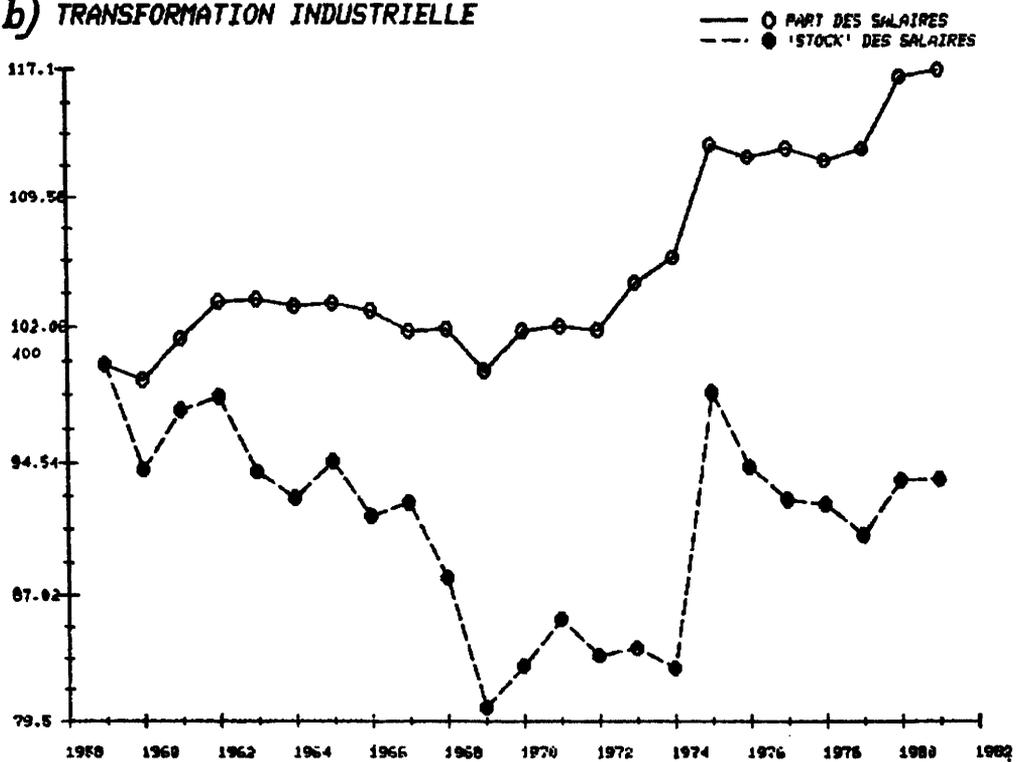


FIG.10 - PART ET STOCK DES SALAIRES DANS LA U.A. BRUTE (1959=100)
b) TRANSFORMATION INDUSTRIELLE



4. Les salaires nominaux par salarié ont progressé, sur l'ensemble de la période, au taux tendanciel de 10,9% par an (tableau 7). L'évolution a été sensiblement la même dans les sections I et II (entre 10,4% et 10,8% par an), tandis que la section II - où le niveau s'était révélé le moins élevé en 1959 - a montré une croissance un peu plus soutenue (11,4% par an; cf. tableau 7). Ce rattrapage n'a néanmoins pas bouleversé la structure salariale : en 1981, bien qu'ayant réduit de plus de la moitié son écart initial par rapport à l'ensemble de l'industrie, la section III restait toujours en retrait par rapport aux deux autres sections, à un niveau inférieur de

Tableau 7 :

Salaires nominaux et salaires réels par salarié (taux de variation (taux de variation annuels moyens de la tendance exponentielle)(a)

	Salaires nominaux				Salaires réels		
	1959/81	1959/68	1968/73	1973/81	1959/81	1959/76	1976/81
Biens d'équipement :							
a) bâtiment exclu	10,4	7,8	10,4	13,7	4,0	4,2	2,5
b) bâtiment compris	10,8	8,4	10,9	13,7	4,4	4,8	2,2
Biens intermédiaires	10,6	7,4	11,4	13,7	4,2	4,4	1,6
Biens de consommation	11,4	8,6	12,0	14,1	4,9	5,3	2,5
Transformation industrielle	10,9	8,0	11,4	13,8	4,4	4,8	2,5
Ensemble de l'industrie (b)	10,9	8,2	11,3	13,8	4,5	4,8	2,4
<p>(a) Calculés comme dans le tableau 6 : régression linéaire à pente variable pour les sous-périodes. Les t de Student sont toujours très élevés.</p> <p>(b) Bâtiment compris.</p>							

-6,6% à celui de l'ensemble de l'industrie(1).

On remarque deux ruptures, la première autour de 1968, la seconde aux environs de 1973. De 1959 à 1968, les salaires nominaux augmentent assez faiblement (environ 8% par an; cf. tableau 7), sous l'effet de deux facteurs. D'une part, l'inflation était très modérée (3,5% par an, en moyenne, de 1959 à 1968); d'autre part, à l'époque du IV^{ème} plan, les syndicats avaient accepté le principe du partage des "dividendes du progrès", plafonnant ainsi leurs revendications au taux de progression de la productivité.

Ces éléments de freinage étant venus à faire défaut, on a assisté à une première accélération jusqu'à 1973 (cf. tableau 7). En effet, de 1968 à 1973, l'inflation est passée à 6,1% par an en moyenne, tandis que, après les conflits sociaux de 1968 et 1969, la planification s'est avérée inadéquate pour l'application d'une politique des revenus. Cette croissance plus soutenue des salaires nominaux n'a pas eu d'effets notables sur la part des salaires dans la valeur ajoutée ni sur le taux de distribution.

Par contre, la seconde accélération, très sensible, est à l'origine de l'effondrement du taux de distribution entre 1973 et 1976. Elle s'explique essentiellement par la poussée inflationniste (11,4% par an de 1973 à 1981) car, comme nous allons le voir, la croissance du salaire réel s'est ralentie sensiblement au cours de la deuxième moitié des années soixante-dix.

5. Sur l'ensemble de la période, les salaires réels par salarié ont progressé de façon plus continue, au taux tendanciel de 4,5% par an (cf. tableau 7). Dans toutes les sections, on remarque une rupture importante en 1976, année à partir de laquelle le taux de croissance tendanciel des salaires réels s'est réduit de moitié par rapport aux années 1959-76 (tableau 7). Ce freinage du salaire réel - qui est sans doute en relation avec l'affaiblissement de syndicats résultant de la "crise" et du chômage - contraste fortement avec l'accélération des salaires nominaux que nous avons relevée. Dans la section I,

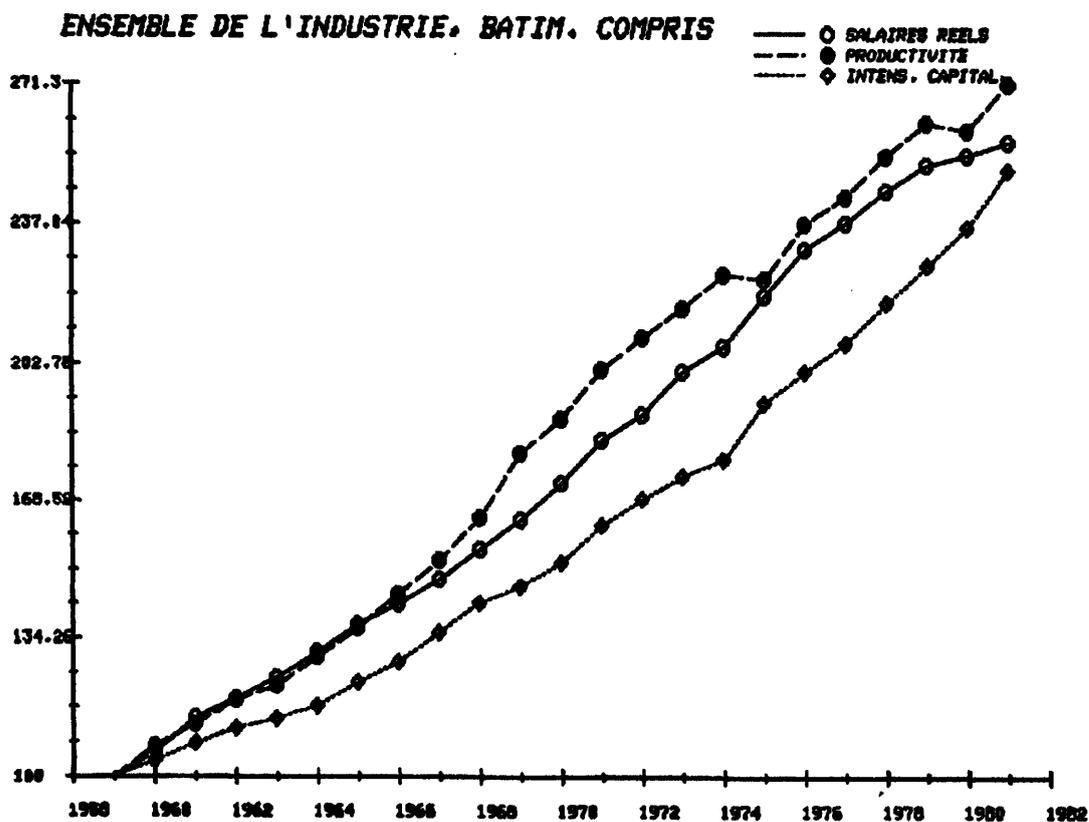
(1) Le niveau des salaires nominaux par tête s'est élevé à :

	<u>1959</u>	<u>1981</u>
Section I, bâtiment exclu :	10.201 fr.;	105.672 fr.
Section I, bâtiment compris :	8.968 fr.;	99.224 fr.
Section II :	10.559 fr.;	109.736 fr.
Section III :	7.602 fr.;	93.904 fr.

bâtiment compris, et dans la section II, on constate également une rupture dans les années soixante, respectivement en 1967 et en 1966(1). Dans le premier cas, la période 1967-76 montre déjà une décélération des salaires réels par rapport aux années précédentes (4,4% par an, contre 5,2% par an de 1959 à 1967). La section II, présente une situation inverse : de 1966 à 1976, les salaires réels y ont progressé au taux (tendanciel) de 4,7% par an, contre 3,9% de 1959 à 1966.

Une comparaison avec la productivité fait ressortir deux traits principaux : a) de 1959 à 1965-66, les salaires réels ont évolué au même rythme que la productivité(2), ce qui est à considérer

Fig. 11 : Salaires réels, productivité et intensité capitaliste de la production (indices 1959 = 100).



(1) Les points de rupture ont été déterminés en estimant la tendance exponentielle par une régression à pente variable. Les paramètres obtenus sont statistiquement significatifs.

(2) A remarquer que la définition grossière de la productivité adoptée ici (valeur ajoutée brute en volume, ou productivité apparente du travail) sousestime la croissance effective, du fait qu'il n'est pas tenu compte de la réduction de la durée du travail.

comme le reflet statistique des effets de la "concertation sociale" appliquée sous le IVe plan; b) de 1966-67 à 1981, l'indice de la productivité (base 1959) a constamment dépassé celui des salaires réels (cf. par exemple, la figure 11). Pour l'ensemble de l'industrie (bâtiment compris) l'écart a été peu sensible; il s'est amenuisé en 1975 et 1980, années au cours desquelles la productivité a baissé de niveau. Par contre, pour la section I, bâtiment exclu, et pour la section III, l'écart s'est progressivement élargi pour devenir très important en fin de période(1).

Le bâtiment constitue une exception remarquable, en ce sens que le mouvement a été inversé : dès le début, les salaires réels ont augmenté davantage que la productivité, creusant un écart qui, en 1981, a atteint une ampleur exceptionnelle(2). La cause en est la dynamique nettement insuffisante de la productivité : de 1959 à 1972, celle-ci a progressé beaucoup moins que la moyenne (le niveau de 1972 ne dépassant celui de 1959 que de 48%, contre 128% pour l'ensemble de la transformation industrielle) et elle stagne depuis lors(3). D'autre part, les salaires réels de cette branche ont progressé à un rythme légèrement supérieur à la moyenne. Cette évolution du bâtiment a déterminé les résultats de la section I, bâtiment compris, où l'indice des salaires réels s'est aussi maintenu constamment au-dessus de celui de la productivité.

Par rapport à l'intensité capitalistique de la production (QT), les salaires réels se sont, le plus souvent, révélés plus dynamiques. C'est notamment le cas pour l'ensemble de l'industrie, la section III et le bâtiment, où l'indice des salaires réels (base 1959) a dépassé celui de QT tout au long de la période(4).

(1) C'est ainsi qu'en 1981 l'indice de la productivité (base 1959) dépassait de 30% l'indice des salaires réels dans la section I, bâtiment exclu, tandis que dans la section III - où la productivité a augmenté davantage et entraîné les salaires - l'écart a été de 23%

(2) L'indice (1959 = 100) de la productivité dans le bâtiment s'est situé, en 1981, à 157,9 et celui des salaires réels à 274, ce qui représente un écart de 73,5%.

(3) En 1981, par exemple, le niveau de la productivité dans le bâtiment ne dépassait que de 6,8% celui de 1972. Pour l'ensemble de la transformation industrielle, l'écart correspondant a été de 31,6%.

(4) Cf. aussi le signe négatif des coefficients relatifs à QT/WRL, repris au tableau 5 ci-dessus.

Cette divergence d'évolution n'a cependant pas été trop sensible, de sorte que, par exemple, l'influence du terme QT/WRL sur le coefficient de structure de l'accumulation n'a presque jamais été déterminante (voir tableau 5 ci-dessus). Ceci vaut notamment pour la section II, où les salaires réels et QT ont évolué à l'unisson jusqu'en 1972 et où, de 1973 à 1979, l'indice des premiers n'a que faiblement dépassé celui de QT . Dans la section I, bâtiment exclu, une divergence n'est apparue qu'à partir de 1974, l'intensité capitaliste de la production augmentant beaucoup plus que les salaires(1).

6. Etablissons maintenant un premier bilan des résultats acquis en évaluant le poids respectif des divers facteurs qui ont déterminé l'évolution de la rentabilité. La technique qui sera utilisée est familière : elle consiste à calculer le taux de variation tendanciel du taux de profit de ses composantes.

Les données du tableau 8 font clairement ressortir que, pour la période pendant laquelle la rentabilité a baissé (après 1973-74), l'influence du taux de distribution a été déterminante. Pour les années antérieures (1959-73/74), le taux de distribution a parfois exercé un effet dépressif non négligeable sur le taux de profit (section I, bâtiment compris, et section II).

Toutefois, le trait le plus saillant de cette période est le rôle fondamental que le taux de rotation du capital circulant (r) a joué dans le soutien du taux de profit. C'est ainsi que, dans la section I, bâtiment compris, et dans la section II il a largement compensé la pression à la baisse exercée par le taux de distribution; dans la section III - où le taux de distribution et le coefficient de structure de l'accumulation ont eu une incidence secondaire - le taux

(1) Les résultats de cette période ont déterminé le coefficient, pour les années 1959-81, du terme QT/WRL de la formule VII (tableau 5). A noter qu'il s'agit du seul cas où le terme en question ait exercé une pression décisive sur le coefficient de structure de l'accumulation (pression qui a toutefois été neutralisée par l'évolution des prix relatifs; cf. tableau 5).

Tableau 8 :

Taux de profit et ses composantes.

(taux de variation annuels moyens)(a)(b)

	Périodes	p	S/W	1 + sa	r
Biens d'équipement a) Bâtiment exclu	1959-73	1,14*	0,53*	- 0,02*	0,59
	1973-81	-14,58	-13,23	0,85	- 0,51
b) Bâtiment compris	1959-73	- 0,52*	- 2,06	1,19	2,73
	1973-81	- 9,55	- 8,42	0,87*	- 0,25
Biens intermédiaires	1959-74	- 0,97*	- 1,74*	1,05	1,82
	1974-81	-21,36	-19,75	- 0,61	- 2,22
Biens de consommation	1959-72	1,93	0,16*	0,81	2,58
	1972-75	-16,43	-14,44	0,79*	- 1,20
	1975-81	2,57	1,28	0,68*	1,97
Transformation industrielle	1959-72	0,64*	- 0,37*	0,43	1,44
	1972-81	-10,93	-10,52	0,41*	0,00
Ensemble de l'industrie (bâtiment compris)	1959-72	0,64*	- 1,03	0,57	2,24
	1972-81	- 9,31	- 8,45	0,75*	- 0,10

(a) Ces taux obtenus, comme dans le tableau 6, à l'aide d'une régression linéaire à pente variable ("spline") du même type de fonction exponentielle (paramètres $b \times 100$; pour la deuxième sous-période : $b_1 + b_2$, de façon à présenter le taux de variation).

Les cas où les paramètres (ou les changements de pente) ne sont pas statistiquement significatifs (t de Student trop bas) sont indiqués par un astérisque.

(b) Pour obtenir le taux de variation de p en additionnant ceux de ses composantes, il faut changer le signe des chiffres relatifs à 1 + sa.

de rotation du capital circulant a été le principal facteur de la hausse du taux de profit (1,9% par an, voir tableau 8). Ici également on observe une rupture aux alentours de 1974 : tandis que, auparavant, le taux de rotation manifestait une tendance à la hausse (perte d'importance du capital circulant avancé), une évolution inverse prévaut depuis lors. Ce phénomène s'explique facilement : la hausse de \underline{r} est à mettre en relation avec des rationalisations (notamment une meilleure gestion des stocks), tandis que la baisse au cours de la seconde moitié des années soixante-dix est liée à la "crise", qui a entraîné une accumulation des stocks de produits finis.

Jusqu'à présent, notre analyse a été surtout descriptive. Pour dégager de façon plus précise les causes de la chute de la rentabilité dans les années soixante-dix, il faut se placer dans un contexte plus général, en examinant pour quelles raisons la valeur ajoutée de l'industrie n'a pas atteint des niveaux plus élevés qui eussent permis le maintien du taux de profit au-dessus du "niveau d'alerte".

Ce point sera traité en deux étapes. On considérera d'abord les effets de l'inflation, tant sous l'angle de l'appréciation sur stocks que de la déformation des prix relatifs qu'elle entraîne. On essaiera ensuite d'évaluer l'impact de l'épuisement des gains de productivité.

V. LA RENTABILITE DANS UN CONTEXTE PLUS LARGE

a) L'inflation

1. Pour analyser l'impact de l'inflation sur la rentabilité de l'industrie, il faut retenir surtout trois aspects : a) gains sur les passifs financiers des entreprises, en raison de l'inflation. Cette question, déjà étudiée par d'autres (Baché 1984), ne sera pas examinée ici; b) inflation et agrégats des comptes nationaux; en particulier, prise en compte de l'appréciation sur stocks; c) inflation et déformation des prix relatifs du secteur industriel.

a.1) L'appréciation des stocks

2. Si l'on fait abstraction des gains sur les patrimoines financiers, on peut considérer que la comptabilité nationale intègre déjà relativement bien les autres effets fondamentaux de l'inflation sur la rentabilité. C'est ainsi que le capital fixe et les amortissements à prix courants sont aux prix de remplacement, qui reflètent aussi bien la valeur accrue des biens d'équipement en activité, en raison de l'inflation, que le coût croissant de la substitution.

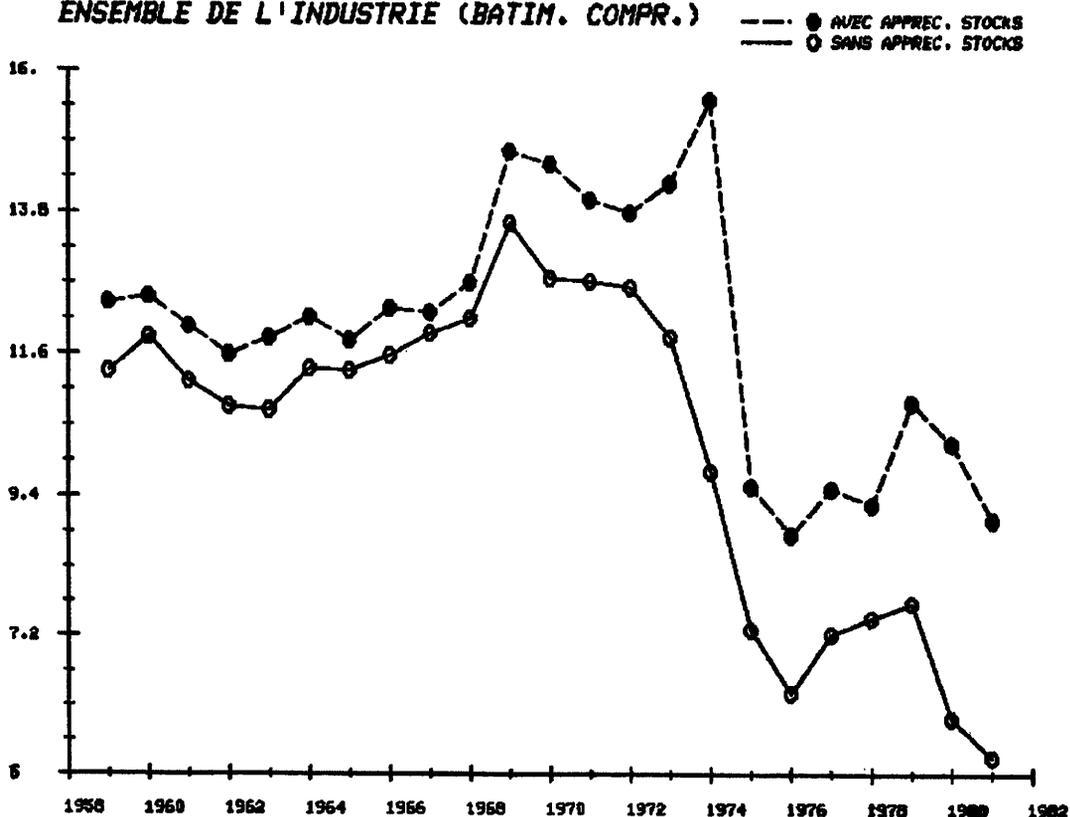
Quant aux profits, les conventions de la comptabilité nationale excluent les bénéfices résultant du fait que l'inflation augmente la valeur des stocks de matières premières et de produits finis. Cette façon de procéder n'est pas sans fondement, puisque l'appréciation sur stocks ne donne lieu à des bénéfices effectifs que dans l'hypothèse où les entreprises spéculent sur les stocks. Les techniques de gestion étant aujourd'hui fort avancées, on peut néanmoins estimer que ceci est le cas le plus fréquent. Il est dès lors raisonnable d'ajouter aux profits l'appréciation sur stocks, ce qui se justifie aussi par le fait que, de toute manière, l'inflation gonfle le capital circulant avancé à prix courants et qu'un calcul approprié de la rentabilité ne doit pas négliger ces effets sur la masse des profits.

Dans le cas de l'industrie française, cette correction s'effectue aisément étant donné que dans les comptes des entreprises par secteurs de l'INSEE, la valeur ajoutée inclut l'appréciation sur stocks(1).

(1) C'est ainsi que, dans le présent travail, on a dû effectuer une estimation de l'appréciation sur stocks, de façon à calculer le taux de profit d'après les conventions habituelles de la comptabilité nationale. Le procédé appliqué est décrit en annexe.

Au cours de la première décennie, l'appréciation des stocks a eu peu d'incidence, l'inflation étant restée modeste (cf. la fig. 12 et le tableau 9)(1). Depuis 1969, par contre, la prise en considération de cet élément, modifie sensiblement les résultats tant pour le niveau que pour la tendance de la rentabilité (cf. les tableaux 9 et 10). C'est ainsi que, dans la seconde moitié des années

**FIG. 12 - RENTABILITE NETTE ET APPRECIATION SUR STOCKS
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE (BATIM. COMPR.)**



(1) C'est seulement dans la section I, notamment bâtiment compris, que, pendant cette période, l'appréciation des stocks a eu un effet non négligeable (cf. tableau 9). Ceci est à mettre en relation avec le fait que, dans cette section, l'importance relative des encours de stocks est considérable : de 1959 à 1969, ils ont atteint entre 85% et 108% du capital fixe dans la section I, bâtiment compris, et entre 74% et 81% en excluant le bâtiment. Dans la section III, où le niveau relatif des stocks est également élevé (environ 50% du capital fixe), l'appréciation sur stocks a été sensible de 1959 à 1964, la rentabilité avec appréciation sur stocks ayant dépassé de 1,3 points en moyenne le taux de profit sans appréciation sur stocks.

Tableau 9 :

Niveau du taux de profit et appréciation des stocks.

(moyennes arithmétiques des périodes).

	Avec appréc. sur stocks		Sans appréc. sur stocks	
	1959-68	1975-81	1959-68	1975-81
Biens d'équipement :				
a) bâtiment exclu	11,8	10,4	10,9	6,6
b) bâtiment compris	17,7	13,9	16,4	9,6
Biens intermédiaires	7,2	4,9	7,0	2,8
Biens de consommation	15,2	13,7	14,2	11,1
Transformation industrielle	12,3	8,9	11,6	6,2
Ensemble de l'industrie (bâtiment compris)	12,1	9,6	11,4	6,7

Tableau 10 :

Tendance de la rentabilité et appréciation des stocks.

(taux de variation annuels moyens)(a).

	1959-81		1959-72	
	avec appréc.	sans appréc.	avec appréc.	sans appréc.
Biens d'équipement :				
a) bâtiment exclu	-0,82*	-3,71	1,76(b)	1,14*(b)
b) bâtiment compris	-1,37	-3,30	0,65(b)	-0,52*(b)
Biens intermédiaires	-2,07	-6,05	2,48(c)	-0,97*(c)
Biens de consommation	-0,32*	-1,19	1,70	1,93
Transformation industrielle	-1,67	-3,65	1,22	0,64*
Ensemble de l'industrie (bâtiment compris)	-1,11	-3,05	1,41	0,64*

(a) Calculés comme dans les tableaux précédents, d'après une fonction exponentielle (paramètres b x 100)
Les cas où les t de Student sont inférieurs à 2 sont indiqués par un astérisque.

(b) 1959-73.

(c) 1959-74.

soixante-dix, le taux de profit avec appréciation sur stocks a nettement dépassé le taux calculé sans appréciation sur stocks (tableau 9). Même la tendance à long terme en est affectée car, sur l'ensemble de la période, la rentabilité avec appréciation sur stocks a baissé beaucoup moins (tableau 10).

Le phénomène a pris une dimension exceptionnelle en 1974, année pendant laquelle les prix des consommations intermédiaires ont, en moyenne, augmenté de 30%. Pour l'ensemble de l'industrie, la transformation industrielle et la section II, le taux de profit avec appréciation sur stocks a ainsi atteint le maximum de la période, en contraste frappant avec la baisse de la rentabilité sans appréciation des stocks (figure 12). Dans la section III, la reprise des dernières années a ramené, en 1981, le taux de profit avec appréciation sur stocks au niveau des années soixante.

a.2) Déformation des prix relatifs

3. L'une des caractéristiques fondamentales de l'inflation, qui lui donne son caractère déstabilisant, est le changement des prix relatifs. Bien entendu, ce phénomène n'est pas négatif en soi. Il constitue, par exemple, un aspect normal du cycle de vie des produits à haut contenu technologique. Toutefois, pour qu'il s'agisse d'un phénomène "physiologique", il faut que les prix relatifs d'un secteur évoluent tantôt à la hausse, tantôt à la baisse. Au cas où, durant une longue période, cette variation se maintiendrait dans une seule direction (par exemple à la baisse), il faudrait y voir un symptôme d'un problème structurel dans le pays considéré. Ce mécanisme pervers a précisément joué dans l'industrie française (1). Les déformations des prix relatifs qui sont intervenues ont donné lieu à des transferts de surplus(2) (ou profits potentiels) dans deux directions : a) à l'intérieur du secteur industriel lui-même, en faveur du bâtiment; b) en faveur du tertiaire (distribution des biens de consommation salariale et autres biens et services du "panier" du coût de la vie).

(1) Il est également apparu en Italie et au Royaume-Uni (cfr. Reati, 1982 et 1984).

(2) On adopte ici la terminologie de l'INSEE, dans la "fresque historique du système productif". Cf. Sautter (sous la direction de) 1974, p. 135. On se réfère ici aux transferts nets, c'est-à-dire à la différence entre le surplus qu'une branche reçoit à la suite de la hausse de ses prix et le surplus qu'elle cède aux autres branches à cause de l'augmentation des prix de ses intrants.

Pour mieux saisir cet ensemble de transferts de surplus, il faut comparer le taux de profit à prix courants avec le taux de profit en volume.

Si nous exprimons la différence entre ces deux taux de profit (dp), nous avons :

$$dp = \frac{VA - W}{KA} - \frac{VAV - WV}{KAV} \quad (IX)$$

Si l'on transpose toutes les données en volume(1), la formule (IX) devient :

$$dp = \frac{VAV}{KAV} \left(\frac{PVA}{PKA} - 1 \right) - \frac{WV}{KAV} \left(\frac{PC}{PKA} - 1 \right) \quad (IX.1.)$$

En émettant provisoirement l'hypothèse que les prix à la consommation évoluent comme les prix à la production (c'est-à-dire $\Delta PVA = \Delta PC$) la formule précédente se présente comme une transformation du taux de profit en volume :

$$dp = \left(\frac{PVA}{PKA} - 1 \right) \frac{SV}{KAV} \quad (IX.2.)$$

où SV = profits en volume.

Le taux du profit nominal s'écarte donc de son correspondant en volume en fonction de la dynamique des prix relatifs. En particulier, si, pour un taux donné de profit en volume, les prix du capital employé par une branche industrielle augmentent plus rapidement que les prix de sa valeur ajoutée (PVA), le taux de profit nominal s'en trouve déprimé par rapport à son niveau en volume. Le processus

(1) A cet effet, on tient compte des relations suivantes :

$$VA = VAV \cdot PVA$$

$$KA = KAV \cdot PKA$$

$$W = WV \cdot PC$$

où PVA, PKA et PC sont respectivement les prix de la valeur ajoutée, ceux du capital avancé et le coût de la vie.

inflationniste, en modifiant les prix relatifs, effectue ainsi un transfert de surplus depuis les branches "faibles" vers les branches "fortes" (biens d'équipement).

Abandonnons maintenant l'hypothèse d'une évolution parallèle des prix à la production et du coût de la vie, et exprimons celui-ci en fonction des premiers :

$$PC = PVA + \delta$$

Dès lors, la formule (IX.1) devient :

$$dp = \left(\frac{PVA}{PKA} - 1 \right) \frac{SV}{KAV} - \frac{\delta}{PKA} \cdot \frac{WV}{KAV} \quad (IX.3.)$$

Si le coût de la vie augmente plus rapidement que les prix industriels ($\delta > 0$), la (IX.3.) montre que, toutes conditions étant égales par ailleurs, le taux de profit nominal se réduit davantage (1). Ceci s'explique par le fait que les entreprises ne parviennent pas à répercuter sur leurs prix certaines augmentations de salaires qui visent uniquement à compenser la hausse du coût de la vie. Par ce biais, le processus inflationniste exerce également ses effets pervers sur le profit industriel, par des transferts de surplus en faveur des branches de biens et services de consommation salariale.

Ce dernier point requiert un commentaire, car on pourrait avoir l'impression que la responsabilité des salariés dans la baisse du profit, qui avait été écartée (formule IX.2.), réapparaît à présent (formule IX.3.).

On peut affirmer que les salariés ne sont réellement responsables de la baisse du profit qu'en cas de modification des rapports de force entre les interlocuteurs sociaux. Il ne suffit donc pas d'une augmentation du salaire nominal, résultant du fait que les syndicats parviennent à sauvegarder le pouvoir d'achat des salariés (2) ; il faut également une amélioration du salaire réel.

(1) Le terme (δ/PKA) mesure l'intensité de l'influence, sur le profit, du coût de la vie par rapport aux prix du capital.

(2) Il est bon de rappeler que la stabilité du pouvoir d'achat des rémunérations est également de l'intérêt de l'ensemble des entreprises, car elle assure les débouchés à la production.

En l'absence d'une telle amélioration, une éventuelle détérioration du profit serait à imputer au jeu inflationniste plutôt qu'aux revendications syndicales.

Appliquons maintenant les considérations qui précèdent au cas concret de l'industrie française.

4. A cet effet, déflatons le taux de profit (1). La masse des salaires ne reflète plus, dès lors, que les changements intervenus dans le nombre des salariés et la croissance du salaire réel, ce qui permet de mettre mieux en évidence ce dernier élément.

La thèse qui attribue la baisse de la rentabilité à la détérioration des "termes de l'échange" de l'industrie se trouve pleinement confirmée par les données lorsque, en longue période, la baisse du taux de profit nominal s'accompagne d'une hausse ou d'un état stationnaire du taux de profit en volume. Si celui-ci diminue, mais dans une moindre mesure que le taux de profit à prix courants, la thèse n'est que partiellement confirmée, l'évolution des "termes de l'échange" n'expliquant alors qu'en partie la baisse de la rentabilité nominale. Enfin, la thèse est, au contraire, infirmée quand les deux taux de profit diminuent au même rythme.

Dans le cas qui nous occupe, la période cruciale est celle des années soixante-dix, car c'est à partir de 1972-73 que le taux de profit a baissé. Il est néanmoins utile de situer cette période dans un contexte plus large, en prenant aussi en considération la décennie antérieure.

(1) Les indices des prix (base 1970) utilisés sont :

- . prix implicites du capital fixe;
- . prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier, pour les salaires;
- . prix des consommations intermédiaires;
- . prix de la valeur ajoutée nette.

Etant donné que les comptes par secteurs n'existent qu'à prix courants, les indices des prix susmentionnés sont ceux des branches.

Le tableau 11 et les fig.13 a et b montrent que les sections des biens intermédiaires et des biens de consommation ont été pénalisées par l'évolution des prix relatifs, notamment dans les années soixante et 1973-74. Le bâtiment, par contre, en est sorti nettement gagnant, tandis que le reste de la section des biens d'équipement n'a pas bénéficié du jeu inflationniste.

En effet, dans les sections II et III, la rentabilité* en volume a fortement augmenté durant les années soixante, atteignant un pic en 1973 (section II) ou en 1974 (section III); cette progression s'est accompagnée d'une rentabilité nominale stagnante ou en légère hausse. Les entreprises de ces sections ne sont donc pas parvenues à repercuter dans leurs prix de vente le coût croissant des biens d'équipement et de leurs consommations intermédiaires, ni les majorations de salaires visant à compenser le coût de la vie. Les années de la première crise pétrolière constituent un cas typique d'écrasement du profit par les prix relatifs, et notamment par ceux des matières premières (1), car la hausse en volume de la rentabilité qui a déjà été indiquée s'est traduite par une baisse en termes nominaux. Dans la seconde moitié des années soixante-dix, l'effet pervers des prix relatifs n'est pas apparu dans la section II (sauf en 1976, v. fig. 13, a), tandis qu'il a continué de manifester ses effets dans la section III, mais dans une mesure beaucoup moindre (2). En tout cas, dans les deux sections, la rentabilité en volume s'est située à un niveau moyen bien supérieur à celui du taux de profit nominal (cf. tableau 12).

(1) En 1974, les prix des consommations intermédiaires ont augmenté, par rapport à l'année précédente, de 52,6% dans la section II et de 17,9% dans la section III, tandis que leurs prix à la production ont progressé respectivement de 36,1% et 12,8%.

(2) En effet, de 1976 à 1981 le taux de profit en volume a augmenté davantage que la rentabilité nominale (cf. fig. 13, b).

Tableau 11 :
Rentabilité nominale et rentabilité en volume.
Taux de variation annuels moyens de la tendance exponentielle(a).

	Périodes	Pvol	p	p r i x				
				FVA	PC	PKA	dont :	
							FK	PCI
Biens d'équipement :								
a) bâtiment exclu	1963-73 (b)	28,0	1,8*	2,0	4,8	3,9	3,4	4,2
	1973-81	- 9,9	-15,0	9,7	10,9	9,3	8,6	10,1
b) bâtiment compris	1959-72	0,4*	0,0	3,8	4,1	3,2	2,9	3,2
	1972-81	- 9,3	- 8,9	10,3	10,5	9,4	8,7	10,3
dont : bâtiment	1959-67		3,5	5,9	3,1	2,2	1,9	1,5
	1967-74	-13,8 (c)	- 7,4	7,3*	6,3	6,0	5,2	7,0
	1974-81		- 0,5	13,6	10,9	10,4	10,3	10,6
Biens intermédiaires	1959-73	12,9	0,1*	2,4	4,4	4,0	4,0	3,6
	1973-81	-10,1	-19,8	10,6	11,1	12,1	11,7	15,2
Biens de consommation	1959-72	9,4	0,7*	2,2	4,1	3,5	3,5	3,5
	1972-81	1,3	- 4,4	9,0	10,5	10,6	11,0	9,5
Transformation industrielle	1959-72	10,2	0,6*	2,2	4,1	3,4	3,4	3,2
	1972-81	- 4,1	-10,9	9,3	10,5	10,3	10,4	10,2
Ensemble de l'industrie	1959-72	5,9	0,6*	2,8	4,1	3,4	3,4	3,2
	1972-81	- 5,3	- 9,3	9,9	10,5	10,6	10,4	11,4

p vol = taux de profit net du capital avancé à prix constants.

p = taux de profit net du capital avancé à prix courants.

FVA = prix implicites de la valeur ajoutée nette

PKA = prix implicites du capital avancé (fixe et circulant)

FK = prix implicites du capital fixe

PCI = prix implicites des consommations intermédiaires

PC = prix à la consommation des ménages dont le chef est ouvrier ou employé.

(a) Calculés comme dans les tableaux précédents, par une régression à pente variable (paramètres b x 100).

Les cas où les t de Student sont inférieurs à 2 sont indiqués par un astérisque.

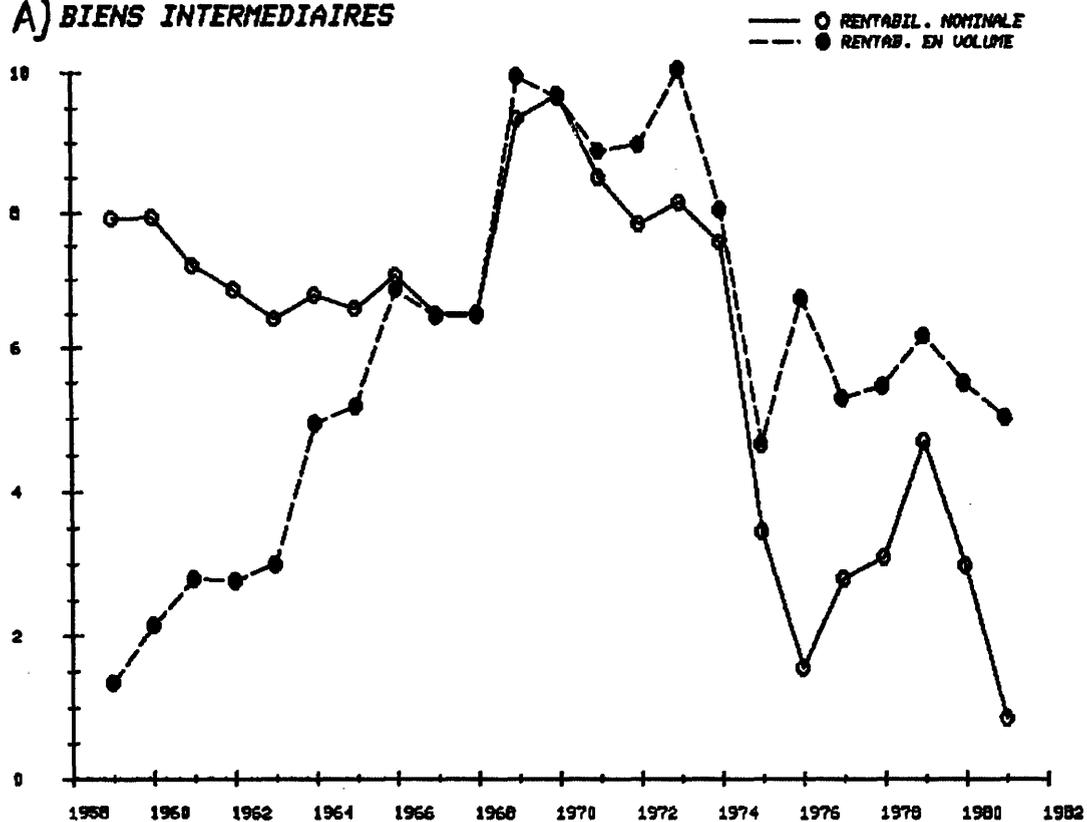
Afin de permettre une comparaison sur la même période, les points de rupture de p s'écartent parfois légèrement des points correspondants figurant au tableau 7.

(b) La période débute en 1963, car en 1959, 1961 et 1962 la rentabilité en volume a été négative ce qui empêche le calcul de la tendance exponentielle (par le log de p vol).

(c) Période 1959-77, car pvol ne fait pas apparaître de ruptures significatives. De 1977 à 1980, pvol continue à baisser, atteignant des valeurs négatives. Le niveau de 1981, supérieur à celui de 1980, demeure négatif (-0,96%).

FIG. 13 - RENTABILITE NOMINALE ET EN VOLUME

A) BIENS INTERMEDIAIRES



B) BIENS DE CONSOMMATION

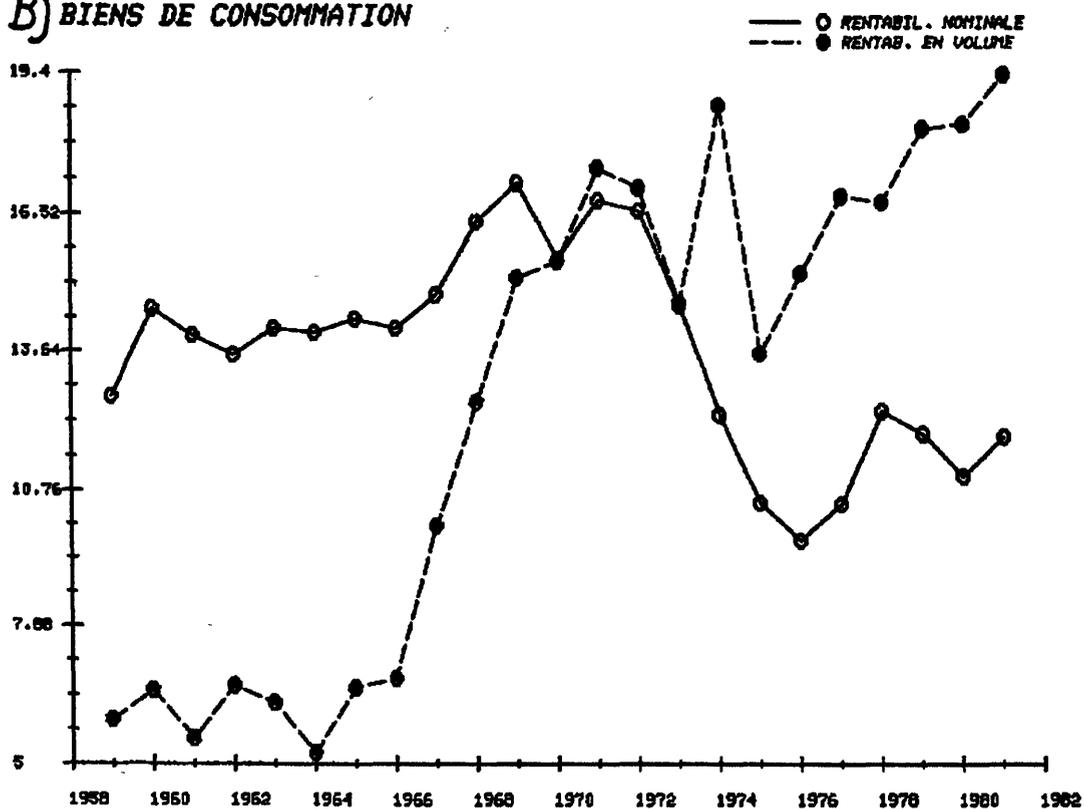


Tableau 12 :

Rentabilité en volume et rentabilité nominale : niveaux moyens dans les années soixante-dix (en %).

	Pvol			p		
	1970-81	1970-75	1976-81	1970-81	1970-75	1976-81
Biens d'équipement						
a) bâtiment exclu	12,6	13,5	11,6	8,7	11,0	6,4
b) bâtiment compris	11,1	14,1	8,1	11,7	14,0	9,5
Biens intermédiaires	7,0	8,4	5,7	5,1	7,5	2,7
Biens de consommation	16,8	16,1	17,5	12,8	14,4	11,2
Transformation indus.	11,9	12,9	10,8	8,8	11,5	6,1
Ensemble de l'indus.	10,5	12,0	9,0	8,9	11,2	6,6

Pvol = taux de profit net en volume.
p = taux de profit net à prix courants.

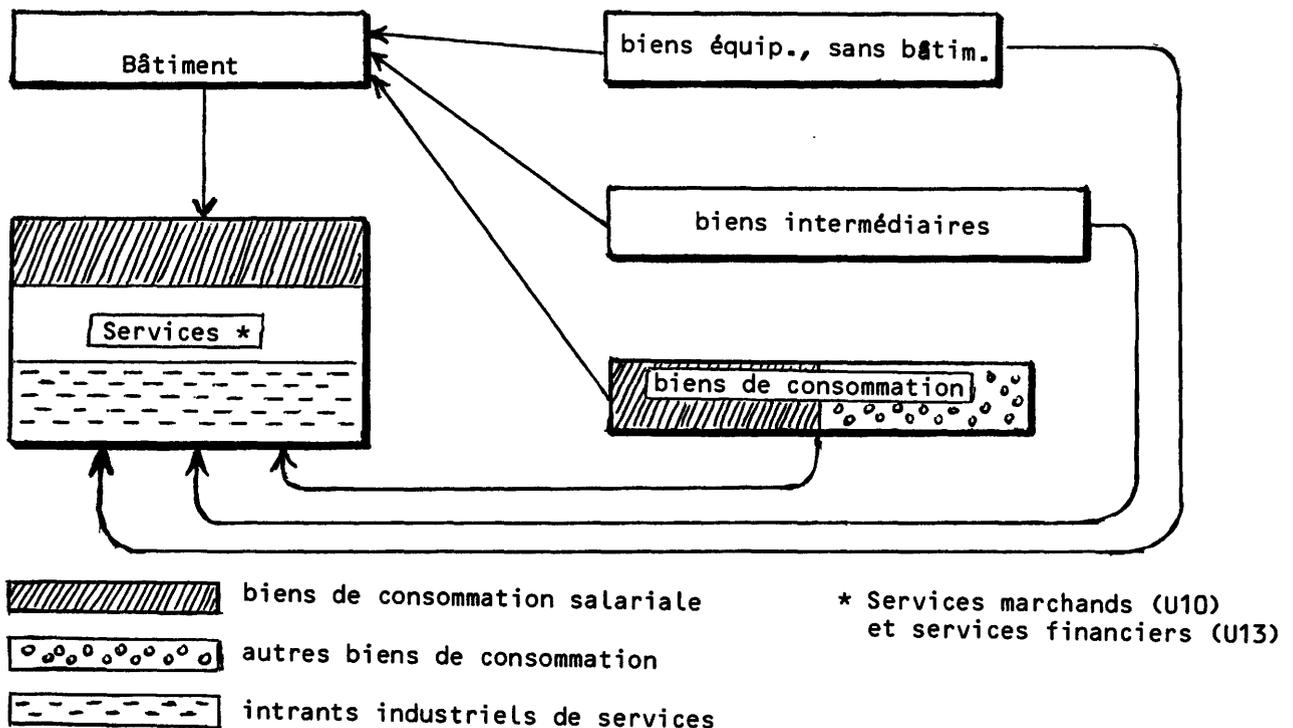
A l'intérieur de l'industrie, c'est le bâtiment qui a été le bénéficiaire des transferts nets de surplus résultant de la divergence d'évolution entre la rentabilité en volume et la rentabilité à prix courants des sections II et III(1). D'une part, cette branche a été caractérisée par un taux de profit en volume très nettement orienté à la baisse tout au long de la période (-13,8% par an de 1959 à 1977, année à partir de laquelle il est devenu négatif). D'autre part, de 1959 à 1967, la rentabilité nominale a augmenté de façon appréciable (au taux tendanciel de 3,5% par an); de 1968 à 1974, elle a baissé, mais à un rythme beaucoup moins rapide que la rentabilité en volume; enfin, de 1974 à 1981, elle a été stagnante. Tout en subissant une légère érosion de son avantage relatif, cette branche est parvenue à garder une position favorable par rapport aux autres car, même dans les années soixante-dix, ses prix de vente ont progressé davantage que les prix des biens d'équipement qu'elle emploie et que les prix de ses consommations intermédiaires.

(1) Dans la "fresque historique du système productif" l'INSEE a quantifié, pour 1959-69, les transferts nets de surplus entre les branches en considérant aussi bien les consommations intermédiaires que les achats de biens d'équipement. Cf. Sautter (1974, p. 137-142). L'estimation a été prolongée jusqu'à 1974 par Templé (1976, p. 35), sur base des consommations intermédiaires uniquement.

La section I, bâtiment exclu, a été franchement désavantagée jusqu'à 1974, et plus particulièrement dans la seconde moitié des années soixante (cf. aussi les chiffres du tableau 11, relatifs à p et p_{vol}). Dans la section I, bâtiment compris, les deux taux de profit ont évolué en parallèle tout au long des années soixante-dix, tandis que, dans la première moitié des années soixante, la section a légèrement bénéficié du jeu inflationniste, la rentabilité en volume ayant baissé tandis que la rentabilité nominale a été faiblement croissante.

Les secteurs non industriels qui ont reçu des transferts nets de surplus provenant de l'industrie ont été les services marchands, notamment par le biais des prix des services consommés par les salariés (et qui rentrent dans le panier du coût de la vie). En effet, les prix implicites de la valeur ajoutée brute ont atteint, dans ce secteur, l'indice (base 1970) 323,8 en 1981, contre 248,2 pour l'ensemble de la transformation industrielle et 221,0 pour l'agriculture. Le commerce, par contre, n'a pas, dans son ensemble, reçu de surplus nets de l'industrie, les prix de sa valeur

Fig. 14 - Les transferts nets de surplus des secteurs industriels
1959 - 1981



ajoutée s'étant établis en 1981 à 259,6 (1970 = 100). Les services financiers ont largement bénéficié de l'inflation, la progression de leurs prix de la valeur ajoutée ayant été la plus forte de l'économie (indice 365,1 en 1981).

L'ensemble des transferts susmentionnés de profits potentiels est résumé dans la figure 14. Bien entendu, les considérations qui précèdent ne doivent pas être interprétées comme un plaidoyer pour l'inflation (avec des prix industriels augmentant davantage); l'alignement souhaitable est vers le bas, non vers le haut.

b) Le ralentissement de la productivité

5. Pour apprécier dans quelle mesure la baisse de la rentabilité dans les années soixante-dix est à mettre en rapport avec l'épuisement des gains de productivité, on a calculé le taux de profit théorique résultant de l'extrapolation de la tendance de la productivité (établie sur la base de la valeur ajoutée nette). Deux variantes ont été retenues : a) une hypothèse "forte" d'absence de rupture : on a ainsi déterminé, pour la période 1971-1981, la valeur ajoutée qui aurait été obtenue en cas de maintien de la croissance de la productivité apparue dans les années 1959-1970; b) une hypothèse "faible", qui admet une rupture, mais moins importante que la rupture effective. A cet effet, on a choisi d'appliquer aux données des années 1971 à 1981 la croissance moyenne de la productivité de l'ensemble de la période étudiée ici (1959-1981)(1).

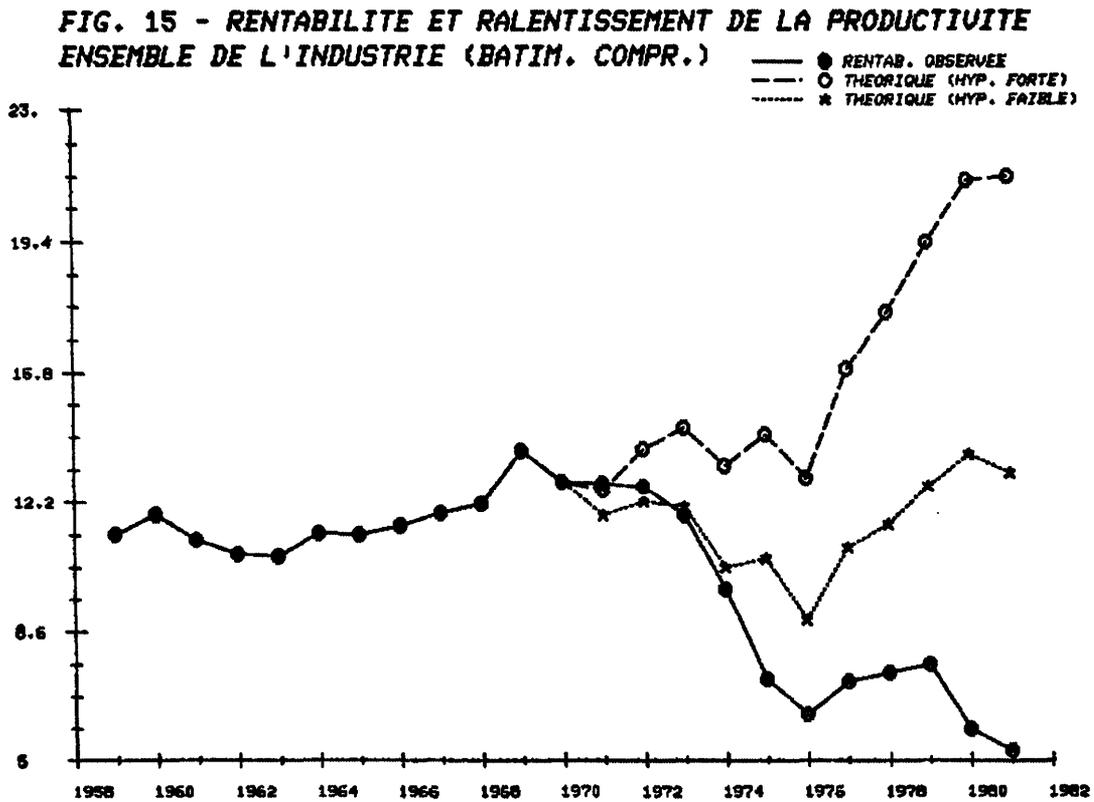
(1) Les taux de croissance annuels moyens utilisés ont été les suivants :

	Hypothèse	
	forte	faible
Section I, bâtiment exclu	7,1	5,5
Section I, bâtiment compris	5,0	3,9
Section II	7,0	4,7
Section III	7,3	6,1
Transformation industrielle	6,9	5,2
Ensemble de l'industrie	6,2	4,7

La portée de cet exercice est de toute évidence limitée, car il repose sur l'hypothèse "coeteris paribus" qui, par exemple, peut difficilement s'appliquer aux salaires. En effet, si dans les années soixante-dix la productivité avait continué de croître au rythme de la décennie antérieure, il n'y aurait sans doute pas eu le ralentissement du salaire réel qui, comme nous le verrons ci-après, a permis une hausse exceptionnelle de la rentabilité théorique dans la seconde moitié des années soixante-dix.

L'un des principaux résultats de la comparaison du taux de profit théorique avec le taux de profit observé est qu'une partie importante (sinon la totalité) de la baisse des années 1974 à 1976 est imputable au ralentissement de la productivité. Ceci vaut notamment pour l'estimation fondée sur l'hypothèse "forte".

La fig. 15 montre en effet que, pour l'ensemble de



l'industrie, le taux de profit théorique calculé d'après cette hypothèse évolue, de 1970 à 1976, en "dents de scie" autour d'une tendance étale. Par contre, avec l'hypothèse "faible" le taux de profit théorique baisse aussi de 1970 à 1976, mais beaucoup moins que le taux effectif(1).

L'autre élément fondamental est la hausse extraordinaire du taux de profit théorique qui apparaît dans toutes les sections depuis la seconde moitié des années soixante-dix. Comme il a été noté, elle est certainement exagérée, car elle suppose que toutes les conditions soient demeurées égales par ailleurs, notamment en matière de salaires réels. Néanmoins, tout en tenant compte des limites de la présente extrapolation, il semble justifié de conclure que, sans le ralentissement de la productivité, le taux de profit n'aurait pas subi de baisse appréciable dans les années soixante-dix.

(1) En prenant 1970 comme base, le creux de 1976 se situe à l'indice 69,9 pour la rentabilité théorique (hypothèse "faible") et à 41,4 pour la rentabilité effective. Par contre, le taux de profit théorique calculé d'après l'hypothèse "forte" atteint, en 1976, un niveau légèrement supérieur à celui du taux de profit effectif.

VII. CONCLUSIONS

1. Sur la période 1959-1981 prise dans son ensemble, le taux de profit du capital avancé montre une évolution décroissante dans tous les secteurs. On ne peut cependant parler d'une tendance à long terme à la baisse, car les décennies considérées comportent deux phases bien distinctes :

- de 1959 au début des années soixante-dix, la rentabilité a été le plus généralement croissante (section des biens d'équipement, bâtiment exclu; section des biens de consommation; ensemble de l'industrie), tandis qu'elle était stationnaire dans les autres cas (section des biens d'équipement, bâtiment compris; biens intermédiaires);
- au cours des années soixante-dix, l'évolution de la rentabilité a présenté deux mouvements : a) une chute brutale dans toutes les sections jusqu'à 1976 (jusqu'à 1980 dans la section des biens d'équipement); b) un cycle complet de 1976 à 1981 dans les biens intermédiaires, les biens de consommation, la transformation industrielle et l'ensemble de l'industrie.

Sur la période étudiée, on ne constate aucune tendance au rapprochement des niveaux de rentabilité des sections, ni à une modification de leur hiérarchie.

2. La correction du taux de profit pour tenir compte de la salarisation croissante a fait apparaître qu'à peu d'exceptions près, ce phénomène n'a pas exercé d'incidence sensible sur la rentabilité. L'amortissement n'a influencé la rentabilité de façon appréciable qu'à partir de la seconde moitié des années soixante-dix, en coïncidence avec la première et la deuxième crise pétrolière, et par suite de l'obsolescence accrue des équipements qui en est résultée.

3. Le taux de profit ayant accusé la rupture de tendance susmentionnée, une attention particulière a été portée à l'explication de la baisse des années soixante-dix. Cette recherche a été menée à deux niveaux : a) en analysant les composantes du taux de

profit, pour établir notamment le poids relatif de la distribution des revenus et de l'accumulation du capital, telle qu'elle est synthétisée par le coefficient de structure de l'accumulation; b) en situant la rentabilité dans le contexte de l'évolution économique générale, ce qui a amené à s'interroger sur les effets de l'inflation, sous le double aspect de l'appréciation des stocks et de la déformation des prix relatifs, ainsi qu'à mesurer l'incidence de l'épuisement des gains de productivité.

Quant au premier point, on constate que, dans toutes les sections, le coefficient de structure de l'accumulation a évolué en hausse : l'accumulation du capital a donc exercé sur le taux de profit une légère pression à la baisse, qui s'est quelque peu accentuée au cours des années soixante-dix. Ce résultat est l'effet net des influences contradictoires de plusieurs éléments relevant de la technologie, des prix relatifs du capital avancé et de la distribution du revenu, compte tenu de la réduction de l'importance relative du capital circulant avancé.

Le changement technique a freiné la croissance du coefficient de structure de l'accumulation (en exerçant ainsi une pression à la hausse sur la rentabilité), parce que l'augmentation de l'intensité capitaliste de la production s'est en général accompagnée d'une progression plus rapide de la productivité : l'effort d'investissement a donc été efficace.

Le poids de cet effet direct de l'investissement a néanmoins été assez secondaire et il a, en tout cas, été surcompensé par l'évolution des prix relatifs du capital avancé par rapport aux prix de la valeur ajoutée; en effet, à une exception près (biens d'équipement, bâtiment compris), les premiers ont crû davantage que les seconds.

L'ensemble de ces facteurs a été corrigé, de façon assez intéressante, par les modifications dans la distribution du revenu. La part des salaires dans la valeur ajoutée a, en effet, accusé une rupture aussi importante que celle du taux de profit. De 1959 à 1972-73, cette part a, le plus souvent, fluctué autour d'une tendance étale. Depuis lors, elle a augmenté sensiblement : pour l'ensemble de l'industrie elle atteignait 74,4% en 1981, contre 63% en 1959. Toutefois, si l'on tient compte de la diminution de l'importance du capital circulant avancé, l'incidence de la distribution du revenu

change complètement. En effet, dans l'industrie française, l'augmentation du taux de rotation du capital circulant a été particulièrement sensible. De ce fait, tout au long des années soixante, la part dans la valeur ajoutée du stock de capital avancé pour les salaires a été fortement décroissante et elle s'est ensuite maintenue à des niveaux sensiblement inférieurs aux niveaux de départ. Il faut d'ailleurs remarquer que le taux de rotation du capital circulant a été, dans la plupart des cas, le facteur qui a exercé l'influence la plus forte sur le coefficient de structure de l'accumulation.

Etablissant un bilan du premier "niveau" d'explication de la dynamique de la rentabilité, on constate que, pour la période où celle-ci a baissé (1973-76), l'influence du taux de distribution a été déterminante (tableau 8). Pour les années antérieures (1959-73), ce facteur a parfois exercé un effet dépressif non négligeable sur le taux de profit. Toutefois, le trait le plus saillant de cette période est le rôle fondamental que le taux de rotation du capital a joué dans le soutien de la rentabilité. Ici également, on observe une rupture aux alentours de 1974 puisque, reflétant les effets de la "crise", le taux de rotation du capital circulant s'est écarté de sa tendance croissante.

4. En cherchant à approfondir davantage les causes de la baisse du taux de profit dans les années soixante-dix, on a d'abord considéré le rôle de l'inflation, dont les effets peuvent s'exercer dans les directions opposées. On remarque tout d'abord que, depuis 1969, l'appréciation des stocks a été considérable. Si l'on en tient compte dans le calcul de la rentabilité, on aboutit à des résultats sensiblement différents, aussi bien en ce qui concerne le niveau du taux de profit que sa tendance (tableaux 9 et 10). En particulier la baisse, en 1974, du taux de profit hors appréciation des stocks disparaît complètement, la rentabilité avec appréciation sur stocks atteignant d'ailleurs, cette même année, son maximum de la période 1959-1981.

L'autre effet - négatif - a été l'écrasement du profit industriel opéré par les prix relatifs. En effet, en longue période, les prix de la valeur ajoutée des sections de biens intermédiaires, des biens de consommation et même des biens d'équipement (hors bâtiment), ont progressé moins que les prix de leur capital avancé et que le coût de la vie. D'où des transferts nets de surplus de la plupart des secteurs industriels vers le bâtiment, les services rentrant dans le "panier" du coût de la vie et vers les services financiers. Le profit industriel apparaît ainsi comme la composante "faible" du surplus global de l'économie. Sans vouloir nier l'antagonisme foncier qui existe entre le profit et le salaire, on peut affirmer que, dans le cas de la France, l'ennemi principal du profit industriel a été l'inflation plutôt que les salaires(1).

Cette conclusion sur le rôle non décisif de la progression des salaires dans la baisse du taux de profit des années 1974 à 1976 est renforcée par l'estimation des effets de l'épuisement des gains de productivité, lequel, en freinant la croissance de la valeur ajoutée, n'a pas permis le maintien de la rentabilité à des niveaux proches de ceux des années soixante. En effet, si l'on calcule le taux de profit (théorique) qui aurait résulté de la continuation de la tendance de la productivité, on constate que la baisse de 1974-1976 est largement attribuable au ralentissement de la productivité. Le "cercle vertueux" qui avait été à l'origine de l'expansion longue de l'après-guerre est ainsi rompu. Si, dans les années cinquante, la rentabilité élevée avait favorisé une "révolution technologique", source de gains importants de productivité, le taux de profit subit à présente le choc en retour d'une "crise" dont l'origine est en partie attribuable à la chute de la rentabilité.

(1) Ceci est d'ailleurs également valable pour l'industrie italienne et britannique. Cf. Reati 1982 et 1984.

ANNEXE I

LE TAUX DE PROFIT ET SES COMPOSANTES

YEARS	BIENS D'EQUIPEMENT (BATIMENT EXCLU)				BATIMENT				BIENS D'EQUIPEM. (BATIM.COMPR.)			
	P	S/W	SA	R	P	S/W	SA	R	P	S/W	SA	R
1959	11.3	26.5	6.0	3.0	22.1	52.5	2.4	1.4	15.8	37.3	4.1	2.2
1960	11.3	25.8	6.3	3.2	23.3	53.8	2.6	1.6	16.2	37.1	4.4	2.4
1961	10.7	24.0	5.9	3.1	22.9	47.9	2.8	1.8	15.5	33.7	4.4	2.5
1962	10.4	22.8	5.7	3.0	23.1	46.2	3.2	2.1	15.1	32.1	4.6	2.6
1963	10.7	23.7	5.7	3.0	22.7	41.0	3.4	2.4	15.1	30.9	4.7	2.8
1964	11.2	24.8	5.7	3.0	26.3	43.4	3.7	2.9	16.8	33.0	4.8	3.0
1965	10.4	23.2	5.8	3.0	26.9	42.7	3.7	3.0	16.6	32.2	4.8	3.0
1966	10.5	23.6	6.1	3.1	26.9	43.0	3.8	3.0	16.8	32.6	5.0	3.1
1967	11.0	24.8	5.9	3.1	29.6	46.2	3.9	3.1	18.1	34.9	5.0	3.1
1968	11.6	26.0	6.0	3.1	26.9	41.2	3.9	3.2	17.5	33.3	5.0	3.2
1969	13.0	27.7	6.2	3.4	24.2	37.1	4.1	3.3	17.3	32.1	5.2	3.3
1970	10.7	22.9	6.3	3.4	22.4	34.3	4.1	3.3	15.2	28.2	5.3	3.4
1971	12.9	27.6	5.8	3.2	20.7	31.7	4.2	3.4	15.7	29.5	5.1	3.2
1972	14.1	29.8	5.8	3.3	20.5	31.5	4.2	3.4	16.5	30.6	5.1	3.3
1973	12.2	25.5	6.0	3.3	19.7	29.9	4.3	3.5	14.9	27.4	5.3	3.4
1974	8.2	17.5	6.3	3.4	16.4	24.6	4.7	3.8	11.1	20.6	5.6	3.5
1975	7.8	17.1	5.8	3.1	16.7	24.7	4.5	3.7	10.8	20.4	5.3	3.3
1976	8.8	19.2	6.0	3.2	16.4	23.5	4.6	3.9	11.2	21.0	5.4	3.4
1977	8.9	19.6	6.1	3.2	17.3	24.4	4.6	4.0	11.6	21.6	5.5	3.5
1978	7.8	17.7	6.0	3.1	16.0	22.8	4.7	4.0	10.4	19.8	5.5	3.4
1979	6.1	14.0	6.2	3.1	16.2	23.0	4.9	4.1	9.2	17.7	5.7	3.5
1980	2.9	6.7	6.4	3.2	15.8	21.5	4.9	4.3	6.7	12.9	5.8	3.6
1981	3.8	8.9	6.6	3.2	17.4	23.1	4.8	4.4	7.7	14.8	5.9	3.6

P = TAUX DE PROFIT NET DU CAPITAL AVANCE
 S/W = TAUX DE DISTRIBUTION NET DES REVENUS
 SA = COEFFICIENT DE STRUCTURE DE L'ACCUMULATION
 R = TAUX DE ROTATION DU CAPITAL CIRCULANT

LE TAUX DE PROFIT ET SES COMPOSANTES

YEARS	BIENS INTERMEDIAIRES				PROD. ENERGETIQUES				BIENS DE CONSOMMATION			
	P	S/W	SA	R	P	S/W	SA	R	P	S/W	SA	R
1959	7.9	37.3	18.9	4.2	4.5	36.4	48.0	6.1	12.7	39.3	11.5	4.0
1960	7.9	37.0	19.7	4.4	3.7	30.4	47.0	5.9	14.5	43.7	11.4	4.1
1961	7.2	33.5	19.6	4.4	3.4	28.9	50.1	6.1	14.0	40.7	11.1	4.2
1962	6.8	31.7	19.7	4.5	4.3	34.9	52.1	6.5	13.5	38.3	11.4	4.4
1963	6.4	29.5	20.6	4.7	3.9	31.7	57.4	7.3	14.1	38.0	12.0	4.8
1964	6.8	30.9	21.5	4.9	3.9	31.8	61.0	7.7	14.0	37.1	11.8	4.8
1965	6.6	30.3	21.1	4.8	4.1	34.0	60.9	7.5	14.3	38.5	11.7	4.7
1966	7.0	33.2	21.7	4.8	4.7	39.8	59.9	7.2	14.1	37.4	12.0	4.9
1967	6.5	30.3	21.5	4.8	3.5	29.4	57.9	7.1	14.8	40.0	11.9	4.8
1968	6.5	29.2	22.2	5.2	3.6	29.8	59.9	7.3	16.3	42.7	12.2	5.0
1969	9.3	40.2	23.4	5.7	4.7	38.2	67.2	8.4	17.1	42.4	12.4	5.4
1970	9.7	40.6	22.0	5.5	5.6	46.0	69.5	8.6	15.6	38.5	12.5	5.4
1971	8.5	35.4	21.4	5.4	6.1	48.4	67.8	8.6	16.8	40.7	12.6	5.6
1972	7.8	32.8	21.6	5.4	4.9	39.0	61.9	7.9	16.6	39.9	12.6	5.6
1973	8.1	33.7	22.6	5.7	6.0	47.8	65.2	8.2	14.6	35.7	12.6	5.6
1974	7.5	31.7	25.0	6.2	2.2	18.6	67.5	8.2	12.3	30.8	12.8	5.5
1975	3.4	15.6	21.0	4.9	4.1	34.9	48.8	5.8	10.5	26.7	12.5	5.3
1976	1.6	7.2	23.0	5.1	3.0	25.4	52.9	6.3	9.7	24.4	13.2	5.6
1977	2.8	12.7	22.0	5.1	3.4	29.2	49.7	5.9	10.5	25.7	13.6	6.0
1978	3.1	13.6	21.6	5.1	3.9	33.8	47.1	5.5	12.4	29.7	13.3	6.0
1979	4.7	20.7	22.5	5.3	5.4	49.3	47.4	5.3	11.9	28.3	13.2	6.0
1980	3.0	13.7	22.5	5.1	3.7	36.6	46.6	4.9	11.0	26.4	13.2	5.9
1981	.8	4.1	22.5	4.9	2.3	24.1	44.2	4.4	11.9	28.2	13.5	6.1

P = TAUX DE PROFIT NET DU CAPITAL AVANCE
 S/W = TAUX DE DISTRIBUTION NET DES REVENUS
 SA = COEFFICIENT DE STRUCTURE DE L'ACCUMULATION
 R = TAUX DE ROTATION DU CAPITAL CIRCULANT

LE TAUX DE PROFIT ET SES COMPOSANTES

ENS. DE LA TRANSFORM.Industr.					ENS. INDUSTRIE (BATIM.COMPR.)				
YEARS	P	S/W	SA	R	P	S/W	SA	R	
1959	11.7	34.8	9.8	3.7	11.3	37.8	9.8	3.2	
1960	12.7	36.7	10.1	3.8	11.8	38.8	10.2	3.4	
1961	11.8	33.6	9.8	3.8	11.2	35.5	10.1	3.5	
1962	11.0	30.7	9.8	3.8	10.8	33.6	10.3	3.6	
1963	11.1	30.4	10.1	4.0	10.7	32.4	10.6	3.8	
1964	11.4	31.0	10.1	4.1	11.4	33.4	10.7	4.0	
1965	11.0	30.5	10.0	4.0	11.3	33.3	10.5	3.9	
1966	11.1	30.9	10.4	4.1	11.6	34.0	10.8	4.0	
1967	11.5	32.0	10.2	4.0	11.9	34.8	10.6	4.0	
1968	12.2	32.8	10.4	4.2	12.1	34.4	10.8	4.1	
1969	14.4	36.9	10.6	4.5	13.6	37.0	11.1	4.4	
1970	13.1	33.4	10.5	4.5	12.8	34.4	10.9	4.4	
1971	13.1	33.4	10.1	4.4	12.7	34.0	10.6	4.3	
1972	13.3	33.6	10.3	4.5	12.6	33.5	10.6	4.4	
1973	12.0	30.3	10.5	4.5	11.8	31.3	10.9	4.5	
1974	10.7	27.4	11.0	4.7	9.8	26.3	11.7	4.7	
1975	6.8	18.3	10.3	4.2	7.3	20.5	10.9	4.2	
1976	5.7	15.8	10.9	4.3	6.3	17.9	11.6	4.4	
1977	6.8	18.2	10.9	4.4	7.2	20.1	11.5	4.5	
1978	7.2	18.8	10.5	4.4	7.5	20.5	11.2	4.5	
1979	7.2	18.5	10.7	4.5	7.7	21.3	11.6	4.6	
1980	5.2	13.5	10.8	4.6	5.9	16.5	11.8	4.6	
1981	4.6	12.2	11.0	4.6	5.3	15.1	11.9	4.5	

P = TAUX DE PROFIT NET DU CAPITAL AVANCE
 S/W = TAUX DE DISTRIBUTION NET DES REVENUS
 SA = COEFFICIENT DE STRUCTURE DE L'ACCUMULATION
 R = TAUX DE ROTATION DU CAPITAL CIRCULANT

ANNEXE II

SOURCES ET METHODES

1. Les données sont celles de la comptabilité nationale française, base 1970. Etant donné que, dans les comptes par branches, l'INSEE ne publie pas les salaires des branches industrielles, on a utilisé les comptes des entreprises par secteur (Blanc et Grelac, 1979). Dans ce système, qui s'intègre dans les comptes nationaux, la source des données est la comptabilité des entreprises, remaniée et rectifiée de façon à la rendre cohérente avec les critères de la comptabilité nationale. L'agrégation se fonde sur l'activité principale des entreprises, en attribuant au secteur l'ensemble de cette activité. Les chiffres sont donc hétérogènes, car les entreprises ayant la même activité principale peuvent avoir des activités secondaires différentes. Dans les comptes des branches, par contre, il y a un découpage en unités de production homogènes.

Les comptes par secteur fournissent, pour les entreprises privées (1), presque toutes les variables nécessaires au présent travail, à prix courants : valeur ajoutée, aux prix du marché et au coût des facteurs, salaires et cotisations sociales patronales, consommations intermédiaires ("achats")(2), encours de stocks.

Les données relatives aux entreprises publiques ("grandes entreprises nationales") - qui, pour l'industrie, ne concernent que le secteur énergétique - ont été obtenues séparément et ajoutées à celles des entreprises privées.

(1) Entreprises individuelles et sociétés et quasi-sociétés non financières.

(2) Les "achats" des comptes par secteur ne correspondent pas exactement aux "consommations intermédiaires" des comptes par branches, car ils incluent notamment la variation des stocks de matières premières (stocks "utilisateurs"). Dans le présent travail, les "achats" ne comprennent pas ce poste.

2. Les données sur l'emploi total et salarié des secteurs figurent dans Huet et Kasparian (1979 et 1981); les mises à jour ont été communiquées à l'auteur par l'INSEE.

3. Le stock de capital fixe et les amortissements n'étant pas disponibles par secteur, on a dû utiliser les estimations par branches (1), ce qui introduit une incohérence (2). Toutefois, de l'avis des statisticiens de l'INSEE, ceci devrait affecter le niveau du taux de profit mais pas tellement son évolution temporelle.

4. La valeur ajoutée des secteurs inclut l'appréciation sur stocks. Afin de se rapprocher des conventions de la comptabilité nationale, l'appréciation sur stocks a été estimée en multipliant l'encours final de l'année précédente par la variation de l'indice des prix approprié. On a ainsi utilisé les prix des consommations intermédiaires pour les stocks de matières premières, et les prix de la production pour les stocks de produits finis et en cours de transformation ("stocks producteurs")(3). Ne disposant pas des prix des secteurs, on a dû recourir aux prix des branches.

L'estimation de l'appréciation sur stocks a été effectuée en opérant sur la nomenclature en 13 secteurs (en U, voir ci-après), ce qui devrait atténuer les incertitudes dues à la faiblesse des données de base sur les stocks.

5. La valeur ajoutée et les consommations intermédiaires en volume ont été calculées d'après les indices des prix des branches.

(1) Pour la méthodologie cf. Mairesse (1972). Voir également Delestré (1979, a).

(2) Cette limite est d'ailleurs commune à toutes les études désagrégées du taux de profit dans l'industrie française. Cf. Delestré (1979, b), King et Mairesse (1978).

(3) C'est le procédé suivi par l'INSEE pour l'ensemble de l'économie. L'INSEE estime que cette évaluation n'est pas fiable au niveau des secteurs individuels, l'"information sur la nature des stocks des entreprises par produit étant ... trop lacunaire"(Blanc et Grelac, p.38).

Pour les salaires, on a employé, depuis 1970, l'indice des prix à la consommation des "ménages urbains, de toutes tailles, dont le chef est employé ou ouvrier" (295 postes de dépense, base 100 en 1970)(1). Cette série a été soudée avec les indices précédents (base 1962 : 259 articles, et base 1957 : 235 articles), d'après les taux de variation de ces derniers. Ces ruptures ne présentent aucun inconvénient car, pour le but ici poursuivi, il faut, en déflatant les salaires, utiliser le "panier" de référence de chaque moment.

6. Les comptes par secteur sont présentés en deux nomenclatures : en 13 secteurs (nomenclature en U) pour l'ensemble de la période étudiée ici, et en 36 secteurs (nomenclature en T), pour les années postérieures à 1966. Dans le présent travail, le groupement en sections a été effectué de la façon suivante, en veillant également à la comparabilité internationale (entre parenthèses figurent les postes en U et en T de l'INSEE) :

a) biens d'équipement (section I) :

- a.1) biens d'équipement professionnel (U 05 A) : construction mécanique (T 14); construction électrique et électronique; matériel professionnel (T 15 A); construction navale et aéronautique, armement (T 17);
- a.2) biens d'équipement ménager (U 05 B et T 15 B);
- a.3) véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre (U 05 C et T 16);
- a.4) bâtiment (U 07 et T 24).

b) biens intermédiaires (section II) :

- b.1) production et distribution d'énergie (U 03) : combustibles minéraux solides et cokéfaction (T 04); pétrole et gaz naturel (T 05); électricité, gaz et eau (T 06);
- b.2) industries des biens intermédiaires (U 04); minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier (T 07); minerais et métaux non ferreux (T 08); matériaux de construction et divers (T 09); verre (T 10); chimie de base (T 11); fonderie et travail des métaux (T 13); papier (T 21); caoutchouc et matières plastiques (T 23).

(1) INSEE, Annuaire statistique de la France, diverses années.

c) biens de consommation (section III)

c.1) industries agricoles et alimentaires (U 02 : T 02 et T 03);

c.2) biens de consommation courante (U 06) : parachimie et industrie pharmaceutique (T 12); textile et habillement (T 18); cuirs et chaussures (T 19); bois et ameublement (T 20); imprimerie, presse, édition (T 22).

L'ensemble de la transformation industrielle (ou industries manufacturières) inclut les secteurs susmentionnés à l'exception des produits énergétiques et du bâtiment.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA, M. (1976). Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des Etats-Unis, Calmann-Lévy, Paris.
- AGLIETTA, M. (1982). World Capitalism in the Eighties, "New Left Review", n. 136, p. 5-41.
- ARTUS, P. et MUET, P.A. (1984). Un panorama des développements récents de l'économétrie de l'investissement, "Revue économique" vol. 35 n. 5, p. 791-830.
- BACHE, J.P. (1983). Actifs financiers et distorsions des flux sectoriels dues à l'inflation : le cas de la France, CCE Economic Papers n. 21.
- BAROU, Y., DOLLE, M., GABET, C. et WARTENBERG, E. (1979). Les performances comparées de l'économie en France, en RFA et au Royaume-Uni, Les collections de l'INSEE, n. 333, série E, n. 69, novembre.
- BAROU, Y. et KEIZER B. (1984). Les grandes économies. Etats-Unis, Japon, Allemagne Fédérale, France, Royaume-Uni, Italie, Seuil, Paris.
- BASLE, M., MAZIER, J. et VIDAL, J.F. (1979). Croissance sectorielle et accumulation en longue période, "Statistiques et Etudes Financières", série orange, n. 40, p. 3-51.
- BENARD, M. (1974). Rendement économique et productivité du capital fixe, de 1959 à 1972, "Economie et statistique" n. 60, p. 7-15.
- BERTRAND, H. (1976). Quelques réflexions sur l'évolution économique en France et à l'étranger de 1950 à 1974, "Statistiques et études financières", série orange, n. 25, p. 43-59.
- BERTRAND, H. (1978). Une nouvelle approche de la croissance française de l'après-guerre : l'analyse en sections productives, "Statistiques et Etudes Financières", série orange, n. 35, p. 3-36.
- BERTRAND, H. (1979). Le régime central d'accumulation de l'après-guerre et sa crise. Enseignements d'une étude en sections productives sur la France de 1950 à 1974, "Critiques de l'économie politique" n. 7-8 avril-septembre, p. 114-166.
- BERTRAND, H. et FAUQUEUR, A. (1978). Rotation du capital circulant et rentabilité, "Revue économique" n. 2, p. 291-331.
- BILLAUDOT, B. (1980). Accumulation, croissance et emploi dans l'industrie française : rétrospective 1959-1974, "Economie et Statistique", n. 127, pp. 83-99.
- BLANC, M. et GRELAC, J.L. (1979), Les comptes des entreprises par secteur d'activité. Séries 1967-1975, "Les Collections de l'INSEE" série C, n. 78.

BOYER, R. et MISTRAL, J. (1983). Accumulation, inflation, crises, P.U.F., Paris, 2e édition.

BRON, J. (1970 et 1974). Histoire du mouvement ouvrier français, Editions Ouvrières, Paris.

BROWN, S.B. (1978). Cyclical Fluctuations in the Share of Corporate Profits in National Income, "Kyklos" vol. 31 n. 2, p. 191-207.

CAMUS, V. et alii (1981). La crise du système productif, I.N.S.E.E., Paris.

CAMUS, P. et MULLER, P. (1985). Les comptes des sociétés industrielles en 1981 : l'aggravation des difficultés, "Economie et Statistique" n. 152, p. 3-19.

CHAN-LEE, J.H. et SUTCH, H. (1985). Profits et taux de rendement dans les pays membres de l'OCDE, O.C.D.E., Département des Affaires Economiques et statistiques, Documents de travail n. 20, mai, ronéo 119 pages.

COHEN-SKALLI, E. (1974). Trois mesures de l'évolution de la rentabilité, de 1966 à 1972, "Economie et statistique", n. 60, p. 17-30.

COHEN-TANUGI, P. et MORRISSON, C. (1979). Salaires, intérêts, profits dans l'industrie française 1968-1976, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.

CONSEIL NATIONAL DE LA COMPTABILITE (1965). Plan comptable général, Imprimerie Nationale, Paris.

COWLING, K. (1982). Monopoly Capitalism, MacMillan, London.

DELESTRE, H. (1979.a). L'accumulation du capital fixe, "Economie et Statistique" n. 114, p. 33-47.

DELESTRE, H. (1979.b). Les facteurs de production dans la crise. Dossier statistique, Les Collections de l'I.N.S.E.E., série E, n. 67.

DELESTRE, H. et MAIRESSE, J. (1978). La rentabilité des sociétés privées en France 1956-1975, I.N.S.E.E., Paris.

FAURE, J. (1981), L'industrie dans la crise ou les contradictions du redéploiement, "Issues" n. 10, p. 3-55.

GIGLIOBIANCO, A. et SALVATI, M. (1980). Il maggio francese e l'autunno caldo italiano : la risposta di due borghesie, Il Mulino, Bologna.

HILL, T.P. (1979), Bénéfices et taux de rendement, OCDE, Paris 1979.

HUET, M. et KASPARIAN, L. (1979), Emploi salarié par région au 31 décembre 1977. Rétropolation de 1954 à 1977 des données nationales en nouvelle base, Les Collections de l'INSEE, série D, n. 69.

HUET, M. et KASPARIAN, L. (1981). Emploi salarié par région au 31 décembre 1979, "Archives et documents", INSEE.

KING, M. et MAIRESSE, J. (1978). Profitability in Britain and France 1956-75 : A comparative Study, rapport présenté à l'"International Seminar in Macroeconomics". Paris, le 11-12 septembre, texte ronéoté de 49 p.

LEVY-GARBOUA, V. et WEYMULLER, B. (1981). Macroéconomie contemporaine, Economica, Paris.

LIPIETZ, A. (1979), Crise et inflation, pourquoi ? L'accumulation intensive, Maspero, Paris.

LIPIETZ, A. (1982). Derrière la crise : la tendance à la baisse du taux de profit. L'apport de quelques travaux français récents, "Revue économique", vol. 33, n.2, p. 197-233.

LOISEAU, B., WINTER, M.B. et MAZIER, J. (1976). Répartition, rentabilité et accumulation du capital : un essai de comparaison internationale, "Statistiques et études financières", série orange, n. 25, p. 3-42.

LOISEAU, B., MAZIER et J.WINTER, M.B. (1977). Rentabilité du capital dans les économies dominantes : des tensions accrues, "Economie et statistique", n. 86, p. 39-54.

MAIRESSE, J. (1972), L'évaluation du capital fixe productif, "Les Collections de l'INSEE", série C n. 18-19.

MAIRESSE, J. et DELESTRE, H. (1976) Rentabilités économique et comptable des sociétés en France de 1959 à 1975, rapport présenté au colloque international CNRS sur le capital, 18-20 novembre (texte photocopié).

MAIRESSE, J. et DELESTRE, H. (1977) Investissement industriel et profit : quelques observations, "Annales des mines", juin - juillet p.31-42.

MISTRAL, J. (1978). Compétitivité et formation de capital en longue période, "Economie et statistique", n. 97, p. 3-23.

MORRISSON, C. (1982), Inflation, Wages and Income Distribution in Manufacturing Industry : France, 1969-1976, "Weltwirtschaftliches Archiv" vol. 118 n. 2, p. 241-258.

MORRISSON, C. et COHEN-TANUGI, P. (1978). Salaires, intérêts et profits dans l'industrie française de 1969 à 1976. "Chronique d'actualité de la SEDEIS" n. 17, p. 555-574.

MUET, P.A. (1979). Modèles économétriques de l'investissement : une étude comparative sur données annuelles, "Annales de l'INSEE" n. 35, p. 85-133.

PHELINE, C. (1975). Répartition primaire des revenus et rentabilité du capital (1954-1973), "Statistiques et Etudes Financières" série orange, n. 19, p. 29-49.

REATI A. (1980). Rentabilité et cycles économiques dans l'industrie italienne, CCE, DG II, octobre, doc. interne.

REATI, A. (1982). Taux de profit et cycles de la production dans l'industrie italienne au cours des trente dernières années, CCE, DG II, février, doc. interne II/63/82.

REATI, A. (1984). Rate of profit, business cycles and capital accumulation in U.K. industry, 1959-1981, CCE. Economic Papers n. 35, octobre.

REATI, A. (1985). Rate of profit, business cycles and capital accumulation in West German industry, 1960-1981, CCE. Economic Papers n. 40, juillet.

SACHS, J.D. (1979). Wages, Profits and Macroeconomic Adjustment : a comparative Study, "Brookings Papers on Economic Activity", n. 2 p. 269-319.

SAUTTER, C. (sous la direction de)(1974). Fresque historique du système productif, Les Collections de l'INSEE, série E, n. 27.

SAUTTER, C. (1975). L'efficacité et la rentabilité de l'économie française de 1954 à 1974. "Economie et statistique", n. 68, p. 7-21.

SAUTTER, C. (1982). France, in BOLTHO, A. (sous la direction de) : The European Economy. Growth and Crisis, p. 449-471, Oxford University Press, Oxford.

STEINDL, J. (1979). Stagnation theory and stagnation policy, "Cambridge Journal of Economics", vol. 3, n. 1, p. 1-14.

TEMPLE, P. (1974). Répartition des gains de productivité et hausse des prix de 1959 à 1973, "Economie et statistique" n. 59, p. 33-42.

TEMPLE, P. (1976). Déformations des prix relatifs et gains de productivité, "Economie et statistique", n. 78, p. 29-39.

VAN DUIJN, J.J. (1983). The long wave in economic life, Allen and Unwin, London.

Economic Papers

The following papers have been issued. Copies may be obtained by applying to the address mentioned on the inside front cover.

- No. 1 EEC-DG II inflationary expectations. Survey based inflationary expectations for the EEC countries, by F. Papadia and V. Basano (May 1981).
- No. 3 A review of the informal economy in the European Community, by Adrian Smith (July 1981).
- No. 4 Problems of interdependence in a multipolar world, by Tommaso Padoa-Schioppa (August 1983).
- No. 5 European Dimensions in the Adjustment Problems, by Michael Emerson (August 1981).
- No. 6 The bilateral trade linkages of the Eurolink Model : An analysis of foreign trade and competitiveness, by P. Ranuzzi (January 1982).
- No. 7 United Kingdom, Medium term economic trends and problems, by D. Adams, S. Gillespie, M. Green and H. Wortmann (February 1982).
- No. 8 Où en est la théorie macroéconomique, par E. Malinvaud (juin 1982).
- No. 9 Marginal Employment Subsidies : An Effective Policy to Generate Employment, by Carl Chiarella and Alfred Steinherr (November 1982).
- No. 10 The Great Depression : A Repeat in the 1980s ?, by Alfred Steinherr (November 1982).
- No. 11 Evolution et problèmes structurels de l'économie néerlandaise, par D.C. Breedveld, C. Depoortere, A. Finetti, Dr. J.M.G. Pieters et C. Vanbelle (mars 1983).
- No. 12 Macroeconomic prospects and policies for the European Community, by Giorgio Basevi, Olivier Blanchard, Willem Buiter, Rudiger Dornbusch and Richard Layard (April 1983).
- No. 13 The supply of output equations in the EC-countries and the use of the survey-based inflationary expectations, by Paul De Grauwe and Mustapha Nabli (May 1983).

- No. 14 Structural trends of financial systems and capital accumulation : France, Germany, Italy, by G. Nardozi (May 1983).
- No. 15 Monetary assets and inflation induced distortions of the national accounts - conceptual issues and correction of sectoral income flows in 5 EEC countries, by Alex Cukierman and Jorgen Mortensen (May 1983).
- No. 16 Federal Republic of Germany. Medium-term economic trends and problems, by F. Allgayer, S. Gillespie, M. Green and H. Wortmann (June 1983).
- No. 17 The employment miracle in the US and stagnation employment in the EC, by M. Wegner (July 1983).
- No. 18 Productive Performance in West German Manufacturing Industry 1970-1980; A Farrell Frontier Characterisation, by D. Todd (August 1983).
- No. 19 Central-Bank Policy and the Financing of Government Budget Deficits : A Cross-Country Comparison, by G. Demopoulos, G. Katsimbris and S. Miller (September 1983).
- No. 20 Monetary assets and inflation induced distortions of the national accounts. The case of Belgium, by Ken Lennan (October 1983).
- No. 21 Actifs financiers et distorsions des flux sectoriels dues à l'inflation : le cas de la France, par J.-P. Baché (octobre 1983).
- No. 22 Approche pragmatique pour une politique de plein emploi : les subventions à la création d'emplois, par A. Steinherr et B. Van Haepere (octobre 1983).
- No. 23 Income Distribution and Employment in the European Communities 1960 - 1982, by A. Steinherr (December 1983).
- No. 24 U.S. Deficits, the dollar and Europe, by O. Blanchard and R. Dornbusch (December 1983).
- No. 25 Monetary assets and inflation induced distortions of the national accounts. The case of the Federal Republic of Germany, by H. Wittelsberger (January 1984).
- No. 26 Actifs financiers et distorsions des flux sectoriels dues à l'inflation : le cas de l'Italie, par A. Reati (janvier 1984).
- No. 27 Evolution et problèmes structurels de l'économie italienne, par Q. Ciardelli, F. Colasanti et X. Lannes (janvier 1984).
- No. 28 International Co-operation in Macro-economic Policies, by J.E. Meade (February 1984).

- No. 29 The Growth of Public Expenditure in the EEC Countries 1960-1981 : Some Reflections, by Douglas Todd (December 1983).
- No. 30 The integration of EEC qualitative consumer survey results in econometric modelling : an application to the consumption function, by Peter Praet (February 1984).
- No. 31 Report of the CEPS Macroeconomic Policy Group. EUROPE : The case for unsustainable growth, by R. Layard, G. Basevi, O. Blanchard, W. Buiter and R. Dornbusch (April 1984).
- No. 32 Total Factor Productivity Growth and the Productivity Slowdown in the West German Industrial Sector, 1970-1981, by Douglas Todd (April 1984).
- No. 33 An Analytical Formulation and Evaluation of the Existing Structure of Legal Reserve Requirements of the Greek Economy : An Uncommon Case, by G. Demopoulos (June 1984).
- No. 34 Factor Productivity Growth in Four EEC Countries, 1960-1981 by Douglas Todd (October 1984).
- No. 35 Rate of profit, business cycles and capital accumulation in U.K. industry, 1959-1981, by Angelo Reati (November 1984).
- No. 36 Report of the CEPS Macroeconomic Policy Group. Employment and Growth in Europe : A Two-Handed Approach by P. Blanchard, R. Dornbusch, J. Drèze, H. Giersch, R. Layard and M. Monti (June 1985).
- No. 37 Schemas for the construction of an "auxiliary econometric model" for the social security system by A. Coppini and G. Laina (June 1985).
- No. 38 Seasonal and Cyclical Variations in Relationship among Expectations, Plans and Realizations in Business Test Surveys by H. König and M. Nerlove (July 1985).
- No. 39 Analysis of the stabilisation mechanisms of macroeconomic models : a comparison of the Eurolink models by A. Bucher and V. Rossi (July 1985).
- No. 40 Rate of profit, business cycles and capital accumulation in West German industry, 1960-1981 by A. Reati (July 1985).
- No. 41 Inflation induced redistributions via monetary assets in five European countries : 1974-1982 by A. Cukierman, K. Lennan and F. Papadia (September 1985).
- No. 42 Work sharing : Why? How? How not ... by J.H. Drèze (December 1985).
- No. 43 Toward Understanding Major Fluctuations of the Dollar by P. Armington (January 1986).

- No. 44 Predictive value of firms' manpower expectations by G. Nerb
(April 1986).
- No. 45 Le taux de profit et ses composantes dans l'industrie française
de 1959 à 1981 par A. Reati (mars 1986).